

DISCOURS



PRONONCÉ A LA BARRE
DE LA CONVENTION NATIONALE,

PAR le Citoyen DELAAGE,

*Au nom des Volontaires du premier Bataillon
de Mayenne-et-Loire ;*

Le 28 Octobre 1792, l'an premier de la République
Française.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CONVENTION.

CITOYENS-LÉGISLATEURS,

Je viens au nom du premier bataillon de Mayenne-
&-Loire, mettre sous les yeux de la Convention
nationale les manœuvres qu'ont employées les enne-
mis de la Liberté pour enchaîner notre courage dans

Adresses.

A

Le 37 (1)
2
B

les murs de Verdun. Nous attendions, pour vous dénoncer les traîtres, le moment où nous pourrions les convaincre. Le soldat français ne combattrà jamais les ennemis de son pays, même après leurs perfidies, que lorsqu'ils seront en état de se défendre.

Maintenant que Verdun est rentré au pouvoir de la France, nous venons remplir un devoir pénible; nous venons acquitter une dette sacrée. Beaurepaire fut notre commandant, mais il fut en même-temps notre père, notre ami; des lâches l'ont forcé de terminer des jours qu'il auroit pu rendre plus utiles à la défense de la patrie; ses enfans viennent vous les dénoncer & vous demander vengeance.

Nous vous dénonçons, citoyens-législateurs, nous vous dénonçons les corps administratifs & judiciaires, pour avoir, dans leur délibération du premier septembre dernier, interprété la loi du 26 juillet, & pour avoir forcé le conseil défensif à livrer la place avant que la brèche fût praticable..... Nous les rendons, devant vous, devant la République, responsables de la mort de Beaurepaire, & de la reddition d'une place que nous eussions peut-être vu réduire en cendres, mais dont nous eussions pu conserver les murs à la patrie.

Nous vous dénonçons Bouffemard, ingénieur en chef, & Vercly, commandant l'artillerie, qui tous deux rassurèrent le conseil défensif sur les préparatifs du siège, & lui firent prendre sa délibération du 31 août, portant que, d'après leur rapport, la place étoit susceptible de défense; & qui le 2 septembre assurèrent qu'il n'y avoit ni cartouches, ni gargouffes, ni fusées à bombes, ni mitraille, ni crapauds, ni affûts de rechange, & qu'une longueur de 200 toises de murailles étoit coupée par des brèches praticables.

Nous vous dénonçons Brunelly, adjudant-major

de place, que Beaurepaire avoit destitué pour cause d'incivisme, huit jours avant l'attaque, & qui le jour de la capitulation arbora à nos yeux la cocarde blanche.

Nous vous dénonçons Viart, procureur de la commune, pour avoir rassemblé plus de 600 habitans, qu'il conduisit à la municipalité en y jetant l'alarme; pour avoir ensuite, à la tête des grenadiers de la garde nationale, menacé le conseil défensif; pour avoir déclaré à Beaurepaire que s'il persistoit dans le dessein de se défendre, ils égorgeroient la garnison: ce fait est constaté par les pièces que nous déposons sur le bureau, & par la délibération du 2 septembre.

Nous vous dénonçons les deux commandans de la garde nationale, qui ont eu la lâcheté d'escorter le sieur Viart dans l'émeute qu'il avoit suscitée, & dont l'exemple entraîna les commandans des gardes nationales des districts voisins, qui s'étoient jetés dans la place pour la défendre, & qui, réunis avec les habitans, formoient un corps de plus de 5000 hommes, qui menaçoient de tourner leurs armes contre 1500 volontaires seulement qui formoient toute la garnison.

Nous vous dénonçons Pichon, commissaire des guerres, qui, malgré les ordres réitérés de Beaurepaire, ne fit approvisionner la citadelle que la veille du bombardement, & qui, au lieu de déposer les munitions dans les casernes qui y étoient destinées, les fit placer dans un grenier, qui dans la nuit fut percé par trois bombes, & qui ne fut préservé de l'incendie que par notre vigilance.

Nous vous dénonçons Nayon, lieutenant-colonel du second bataillon de la Meuse, qui n'avoit pas eu le courage pendant la vie de Beaurepaire de prendre le commandement de la place, que lui assignoit son droit d'ancienneté, & qui ne semble l'avoir pris après

sa mort que pour la livrer à l'ennemi; nous vous dénonçons Naxon qui a arboré la cocarde blanche le jour de la capitulation, qui quelques jours après commandoit au nom du roi de Prusse dans un village voisin, & qui lorsque le bataillon de Mayenne-& Loire avoit juré de venger la mort de Beaurepaire ou de s'ensevelir comme lui sous les ruines de la citadelle, lui envoya, par trois ordonnances consécutives, l'ordre de cesser son feu, & défense de tirer sur l'ennemi.

Voilà, citoyens législateurs, voilà les crimes que vous avez à punir; ils sont accompagnés de circonstances dont nous déposerons les détails sur le bureau, pour ne pas abuser de vos momens. Vous avez à venger l'un des plus zélés défenseurs de la liberté; la France attend votre jugement, & les volontaires de Mayenne-&-Loire le sollicitent.

Trahi par tous les chefs de l'état-major, abandonné par les habitans d'une cité indigne du nom français, Beaurepaire espéroit encore conserver à sa patrie la citadelle qui lui avoit été confiée; il étoit du moins déterminé à périr honorablement sur la brèche avec le bataillon de Mayenne-&-Loire.

« Dites à votre maître (répondoit-il encore à l'officier parlementaire, la veille de sa mort) que si dans l'affant nous sommes forcés de céder au grand nombre d'affaillans, nous connoissons les magasins à poudre, & nous ouvrirons le tombeau des vainqueurs dans le champ même de la victoire. »

Cette réponse hardie étonna les traîtres, mais ne les déconcerta pas; elle leur apprit qu'ils n'avoient pas de temps à perdre pour consommer leur trahison, & bientôt ils se dévoilèrent. Les choses étoient au point qu'il ne nous restoit plus qu'un seul parti à prendre, celui que nous inspiroit notre courage. Beaurepaire nous assemble; il nous peint la lâcheté

des habitans, l'impossibilité de tenir à-la-fois & contre eux & contre les assiégeans ; il nous rend compte des dispositions du conseil défensif, qui paroissoit prêt à ouvrir les portes ; il nous propose de passer au milieu du camp ennemi, & de vendre chèrement notre vie, ou de périr au champ de l'honneur. Nous ne vous dirons pas que cette proposition fut accueillie avec enthousiasme : quand on a juré de vivre libre ou de mourir, on ne connoît point de danger, & Beaurepaire marchoit à notre tête. Déjà nos dispositions étoient faites pour sortir par la porte du Secours, en appuyant notre gauche sur la Meuse, & protégeant notre droite par notre artillerie de campagne. On remet à Beaurepaire un billet de la main d'un des membres du conseil défensif, par lequel le général Prussien étoit averti de surveiller la porte du Secours, parce que cette porte étoit la seule qui pût favoriser notre sortie ; plusieurs d'entre nous ont vu ce billet ; il ne tenoit qu'à Beaurepaire de convaincre le traître & de le faire arrêter ; en vain l'en avons-nous sollicité : toujours grand, toujours généreux, il s'arrache à nos sollicitations, & rentre au conseil. Depuis ce moment, abandonnés à nous-mêmes, nous n'avons appris la mort que par les ordres de l'infâme Napon, qui venoit de signer la capitulation.

Nous ne retracerons point ici des images qui affligeroient vos cœurs ; Beaurepaire n'est plus ; réduits à d'impuissans & inutiles regrets, nous nous sommes estimés heureux d'emporter sur la terre de la Liberté les restes d'un grand homme qui nous est cher à tant de titres. Nous avons devancé l'honorable décret par lequel vous avez essuyé nos larmes. Vous avez rendu à la mémoire ce que lui devoit la patrie reconnoissante, mais il n'est pas encore vengé.

Justice, citoyens-législateurs, justice pour lui, justice pour nous, & que l'Europe apprenne que nous n'étions pas indignes d'être les compagnons d'armes de Beaurepaire.

Le Citoyen français Adjudant-Major du premier bataillon de Mayenne-Ë-Loire, au nom des Volontaires dudit bataillon.

Signé, DELAAGE.

Réponse du Citoyen GUADET, Président:

« Citoyens, vos bras ont été enchaînés, mais votre ame républicaine n'a pu l'être; recevez, dans les témoignages de satisfaction que la Convention donne à votre récit, la marque certaine de l'estime de vos Concitoyens. La Convention prononcera, d'après sa justice, contre ceux qui ont lâchement trahi la liberté.

» Pour vous, Citoyens, vous avez servi deux fois la Patrie en vous consacrant à sa défense, & en lui dénonçant ceux qui l'ont osé trahir.



DE L'IMPRIMERIE NATIONALE

CONVENTION NATIONALE.
EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA SECTION DE BONDI,

Du 7 novembre 1792, l'an premier de la République
Française ;

Imprimé, et envoyé aux Départemens et aux Armées,
par ordre de la Convention Nationale.

LE citoyen président ayant rappelé à l'assemblée sa proposition d'aller en corps fraterniser avec nos frères des départemens qui sont casernés sur son arrondissement, l'assemblée consultée s'est levée toute entière en adhérant à cette proposition, en invitant les citoyennes à prendre part à cette démarche civique, ce qu'elles ont accepté avec empressement.

Sur-le-champ l'assemblée générale, le président en tête, & après avoir fait prévenir de sa démarche les citoyens volontaires des départemens, casernés faubourg Saint-Martin & rue de Bondi, s'est transportée à l'une desdites casernes, sise près les Récollets, où étant, le citoyen président a prononcé le discours suivant :

« Citoyens, les ennemis du bien public espéroient, à l'aide de leurs machinations, semer la défiance entre les Français habitant la ville de Paris & les Français leurs frères des départemens : déjà ils savouroient la criminelle jouissance de nos désordres mutuels ; mais

Adresses.

(2)

A

L 37
L 2
B.

2
chez un peuple conduit à la liberté par la philosophie, chez un peuple où une infinité de savans ont peint le cœur de l'homme placé à tous les degrés de la vie humaine, luttant sans cesse entre le vice & la vertu, les semences de la discorde ne peuvent jamais fructifier. Non, citoyens, peuple le plus éclairé de la terre, jamais l'intrigue, l'orgueil, l'ambition & l'amour des vengeances particulières ne pourront nous faire oublier un instant l'intérêt général de la République. Semblables à ces hautes montagnes qui élèvent leurs cimes orgueilleuses jusques dans les nues, nous verrons se former la foudre, se briser en éclats autour de nous, sans en être ébranlés.

» Jurons-nous donc, frères & amis, une amitié & une union invincibles; la situation des circonstances l'exige, l'amour de la patrie nous l'ordonne. Venez dans notre sein, au milieu de nous, dans nos assemblées; venez y déposer vos craintes: vous y connoîtrez nos principes, votre présence nous y rappellera sans cesse notre devoir, vos vertus & la grande famille dont nous sommes membres.»

Ce discours prononcé, ils ont accompagné la députation à la caserne plus haut, connue sous le nom de caserne ci-devant du centre, & ceux-ci, tous ensemble à la caserne rue de Bondi, où étant, le citoyen président, après avoir prononcé le discours ci-dessus, le serment de l'union, de la fraternité, du maintien de la sûreté des personnes & des propriétés, a été prêté unanimement avec cette effusion de cœur qui caractérise si bien la tranquillité de l'ame. Des chansons patriotiques ont été chantées, le baiser de paix, de fraternité a été donné réciproquement les larmes aux yeux; enfin tous ces braves camarades l'ont reconduit jusque dans la salle des assemblées de la section, où les citoyens, après avoir repris séance, & sensible

ment touchés de la démarche civique de l'assemblée, & des marques de reconnoissance qu'en avoient témoigné nos frères d'armes des départemens, plusieurs propositions ont été successivement faites, entre lesquelles l'assemblée a arrêté que le récit de sa démarche seroit envoyé à la Convention Nationale, aux ministres de la guerre & de l'intérieur, au commandant-général, avec invitation d'en faire mention sur l'ordre; aux quarante-sept autres sections, par la voie du bureau central; & sur la proposition des officiers de nos frères des départemens, il a été aussi arrêté que les noms des capitaines, officiers & compagnies seroient désignés au procès-verbal de cette séance, & que, pour plus grande authenticité, il seroit signé desdits officiers.



F O L I O T, Président.

M A R L É E, Secrétaire-Greffier.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

[illegible]

JOHN T. O'NEILL

1917-18

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

CONVENTION NATIONALE.
EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA SECTION DE BONDI.

Du 7 novembre 1792, l'an premier de la République

Française;

Imprimé, et envoyé aux Départemens et aux Armées, par
ordre de la Convention Nationale.

LE citoyen président ayant rappelé à l'assemblée sa proposition d'aller en corps fraterniser avec nos frères des départemens qui sont casernés sur son arrondissement, l'assemblée consultée s'est levée toute entière en adhérant à cette proposition, en invitant les citoyennes à prendre part à cette démarche civique, ce qu'elles ont accepté avec empressement.

Sur-le-champ l'assemblée générale, le président en tête, & après avoir fait prévenir de sa démarche les citoyens volontaires des départemens, casernés fauxbourg Saint-Martin & rue de Bondi, s'est transportée à l'une desdites casernes, sise près les Récollets, où étant, le citoyen président a prononcé le discours suivant :

« Citoyens, les ennemis du bien public espéroient, à l'aide de leurs machinations, semer la défiance entre les Français habitant la ville de Paris, & les Français leurs frères des départemens : déjà ils savouroient la criminelle jouissance de nos désordres mutuels ; mais

Adresses.

Ed. diff. te.

Le 37
2
B

chez un peuple conduit à la liberté par la philosophie, chez un peuple où une infinité de savans ont peint le cœur de l'homme placé à tous les degrés de la vie humaine, luttant sans cesse entre le vice & la vertu, les semences de la discorde ne peuvent jamais fructifier. Non, citoyens, peuple le plus éclairé de la terre, jamais l'intrigue, l'orgueil, l'ambition & l'amour des vengeances particulières ne pourront nous faire oublier un instant l'intérêt général de la République. Semblables à ces hautes montagnes qui élèvent leurs cimes orgueilleuses jusques dans les nues, nous verrons se former la foudre, se briser en éclats autour de nous sans en être ébranlés.

» Jurons-nous donc, frères & amis, une amitié & une union invincibles; la situation des circonstances l'exige, l'amour de la patrie nous l'ordonne. Venez dans notre sein, au milieu de nous, dans nos assemblées; venez y déposer vos craintes, vous y connoîtrez nos principes, votre présence nous y rappellera sans cesse notre devoir, vos vertus, & la grande famille dont nous sommes membres ».

Ce discours prononcé, ils ont accompagné la députation à la caserne plus haut, connue sous le nom de caserne ci-devant du centre, & ceux-ci tous ensemble à la caserne rue de Bondi, où étant, le citoyen président après avoir prononcé le discours ci-dessus, le serment de l'union, de la fraternité, du maintien de la sûreté des personnes & des propriétés, a été prêté unanimement avec cette effusion de cœur qui caractérise si bien la tranquillité de l'ame. Des chansons patriotiques ont été chantées, le baiser de paix, de fraternité a été donné réciproquement les larmes aux yeux; enfin tous ces braves camarades l'ont reconduit jusque dans la salle des assemblées de la section, où les citoyens, après avoir repris séance, & sensible-

(3)

ment touchés de la démarche civique de l'assemblée, & des marques de reconnoissance qu'en avoient témoignée nos frères d'armes des départemens, plusieurs propositions ont été successivement faites, entre lesquelles l'assemblée a arrêté que le récit de sa démarche seroit envoyé à la Convention nationale, aux ministres de la guerre & de l'intérieur, au commandant général, avec invitation d'en faire mention sur l'ordre; aux quarante-sept autres sections, par la voie du bureau central; & sur la proposition des officiers de nos frères des départemens, il a été aussi arrêté que les noms des capitaines, officiers & compagnies seroient désignés au procès-verbal de cette séance, & que, pour plus grande authenticité, il seroit signé desdits officiers.

FOLLIO T, Président.

MARLÉE, Secrétaire-Greffier.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

THE
NATIONAL
ARCHIVE
COLLECTION
OF
THE
UNITED STATES
GOVERNMENT
WASHINGTON, D. C.

THE NATIONAL ARCHIVE

CONVENTION NATIONALE.



DISCOURS

PRONONCE

ACQUISITION
N° 42644

A LA BARRE DE LA CONVENTION NATIONALE,

PAR LES SAVOISIENS

RÉSIDANS A PARIS,

Le 11 novembre 1792, l'an premier de la République;

S U T V I

DE LA RÉPONSE DU PRÉSIDENT:

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

FRANÇAIS,

Vous venez de rendre aux habitans de la Savoie
les droits que des tyrans avoient usurpés sur eux.
Rentrés dans l'exercice de leur souveraineté, leur
premier sentiment a été celui de la reconnoissance
envers vous; leurs premières paroles, qu'ils juroient
de mourir républicains. Bientôt après, ils ont mani-

Adresse.

(3)

A

37
Le 2
B

festé le desir de voir leur pays se réunir à la France. Ce vœu, prononcé par les communes, a été si unanime, si prompt, que vous y reconnaitrez l'ardente expression du cœur, plutôt que le froid résultat d'un calcul d'intérêts.

Instruits, par une voie sûre, de l'intention de nos compatriotes, et de l'arrivée prochaine des députés pétitionnaires qu'ils vous envoient, nous venons par avance, nous Savoisiens résidans à Paris, vous faire la même demande.

Nous ne solliciterons pas votre consentement, en vous offrant quatre cent mille bras vigoureux pour combattre vos ennemis; en vous offrant nos rochers sourcilleux pour vous servir de remparts contre les tyrans d'Italie. Nous savons qu'au lieu de vous attaquer, tous les tyrans désormais fuiront devant vous; nous savons que, pour remporter des victoires, les soldats français n'ont besoin ni de la supériorité du nombre, ni de celle de la position. C'est dans votre générosité que nous voulons puiser des motifs pour appuyer notre demande. Oui, Français, si nous espérons que vous nous adopterez pour frères, c'est sur-tout à cause des avantages suivans, que nous procurera cette adoption.

Notre pays produit beaucoup de matières premières: vous nous élevez des manufactures pour les employer.

Malgré notre industrie et notre amour pour le travail, nous languissons dans la pauvreté: vous répandrez chez nous l'abondance et le bonheur; vous occuperez nos bras oisifs; vous ranimerez notre commerce; vous fertiliserez nos champs; vous dessécherez nos marais; vous creuserez des

canaux navigables pour nos rivières , et nous rendrez le terrain immense qu'elles inondent.

L'extrême disette du numéraire , qui nous empêche de faire , par nous-mêmes , toutes ces belles entreprises , gêne aussi nos échanges : vous ferez refluer chez nous celui que vous aurez bientôt de superflu ; vous ouvrirez , d'ailleurs , le sein de nos montagnes , pour répandre dans toute la République l'or et l'argent qu'elles renferment.

La nature organisa les Savoisien pour les sciences et les arts : vous établirez chez eux des lieux d'instruction où l'émulation et vos lumières développeront leurs talens.

La Savoie , incorporée à la France , jouira de toutes les forces de ce grand empire ; elle sera respectée des esclaves du Piémont , de la Suisse et de Genève. Mais les Savoisien , formant une république à part , seroient sans cesse harcelés , sans cesse exposés à rentrer exposés à la mort : jamais ils ne rentreront dans l'esclavage.

Les ennemis de notre bonheur vous diront peut-être que votre territoire est assez étendu , et qu'il faut rejeter la demande des Savoisien . Répondez-leur , Français , qu'à mesure que vous vous éloignez des temps malheureux de la royauté , à mesure que les troubles excités par *Louis le dernier* s'apaisent , que les ressorts de votre administration se renforcent , vous vous appercevez que leur action peut s'étendre beaucoup plus loin ; et que peut-être cette étendue d'action est incalculable.

Ils vous diront encore qu'ayant renoncé à toute

conquête, vous ne pouvez pas admettre un quatre-vingt quatrième d'partement. Répondez leur que l'union volontaire de deux peuples libres et souverains, n'est point une conquête; que ce n'est pas conquérir, que d'adopter pour frères les Savoyens, qui depuis si long temps vous appeloient à leur secours; les Savoyens qui, au premier abord, ont mouillé votre sein de larmes de joie; les Savoyens enfin, qui ont arboré avec transport et trépidement le signe de la liberté.

Français, n'oubliez pas que la réunion que nous vous demandons, ne peut vous être nuisible, et qu'elle nous comblera de biens; n'oubliez pas qu'elle est conforme à vos principes. Vous voulez porter le bonheur aux peuples que vous visitez, et nous ne serons heureux que lorsque vous nous aurez reçus dans vos bras, lorsque nous aurons senti notre cœur républicain palpiter contre le vôtre.

Signé, les membres de la députation.

Gavard, auteur de l'adresse, et président de la société des Savoyens résidans à Paris; Boisset, Ravenaz, Viviani, Verney, Pagé, Rat, Clerc, Bizel, Mollard, Mermillod, Luys, Porraz, Burnet, Richard l'ainé, Bouvard, Biollet, Jacouz, Ouvrier - Neyret, Voiron, Jacquier, Curtet, Granger, Décret l'ainé, Gardet, Rey, Décret le cadet, Favre, Auckair, Fichet cadet, Encella. Suivent deux mille signatures.

RÉPONSE DU PRÉSIDENT
DE LA CONVENTION NATIONALE.

GÉNÉREUX SAVOISIENS,

ELLE est enfin arrivée , cette époque où l'homme a reconquis sa dignité et ses droits au bonheur ! Les peuples , par une stupide aliénation , ne seront plus le patrimoine de quelques imbécilles féroces qui se transmettoient , au nom de Dieu , le pouvoir d'écraser les hommes. L'humanité respire.... et la terre , à jamais dégagée du fardeau des préjugés et de la royauté , n'offrira plus que des lois , des hommes et des vertus. Heureux Savoisiens , vous aurez été les premiers à recueillir les fruits de la restauration universelle. Vous venez de nous annoncer que vos frères s'avancent vers nous , et que le souverain des Alpes veut se reposer à côté des Français sous l'arbre de la liberté : oh ! comme nous les attendons avec impatience ! comme nous les serrons dans nos bras ! comme nous leur dirons : Venez oublier *Victor-Amédée* ; qu'il ne lui reste que *Superga* et la honte d'avoir été roi. Puisse lui venir bientôt ce jour fortuné ! quel beau spectacle ! la France

(6)

embrassant la Savoie ! le signe tricolor flottant
jusques sur les neiges du Mont - Cénis ; les gou-
verneurs , les sénats , et les rois fuyant dans le
lointain , et les peuples assis dans l'ombre se re-
levant par-tout au flambeau de la philosophie !



DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

CONVENTION NATIONALE.



DRESSÉ

D'UNE SOCIÉTÉ ALLEMANDE

A LA CONVENTION NATIONALE,

*Précédée de la Lettre d'envoi du Citoyen
FRANÇOIS (de Neufchâteau).*

Lues à la séance du 16 Novembre 1792, l'an
premier de la République;

IMPRIMÉES ET ENVOYÉES AUX 83 DÉPARTEMENTS, PAR ORDRE DE
LA CONVENTION NATIONALE.

Le 3 Novembre 1792, l'an premier de la République.

CITOYENS-REPRÉSENTANS DU PEUPLE,

Dans la nuit remarquable du 9 au 10 août dernier,
je communiquai à l'assemblée nationale une lettre d'une
société allemande, écrite de Manheim. Cette lettre fut
imprimée & envoyée aux départemens, par ordre de
l'Assemblée. Aujourd'hui je reçois, des mêmes corres-
pondans germaniques, une adresse nouvelle à la Con-
vention nationale, datée du 28 septembre dernier, mais
qui, par une erreur des postes, ne fait que de me

Adresses.

2413

Ba.

(H)

2

parvenir. Malgré ce retard, je crois qu'il est intéressant de donner de la publicité à cette adresse, qui exprime l'opinion des étrangers sur la révolution du 10 août. Ceux qui l'ont signée, demandent seulement que leurs noms ne soient pas connus : c'est un égard que l'assemblée législative eut déjà pour eux, lorsqu'elle ordonna l'impression de leur première lettre. Je réclame en leur faveur cette précaution nécessaire, & je m'estime heureux de transmettre à la Convention nationale un témoignage aussi énergique du respect qu'elle imprime à l'Europe.

FRANÇOIS, (de Neufchâteau) juge-de-paix du canton de Vicheray, district de Neufchâteau, département des Vosges.

Adresse de la Société allemande.

De Manheim, le 28 Septembre 1792.

Messieurs,

Souffrez que les mêmes Allemands, dont l'Assemblée nationale a daigné accueillir l'hommage & les vœux, dans la séance du 9 août, vous témoignent encore aujourd'hui leur intérêt, & vous fassent part de l'expression de leurs sentimens. Nous vous l'avouons, nous avions cru long-temps que Louis XVI vouloit sincèrement l'établissement de votre Constitution. Ses promesses réitérées de fidélité, ses proclamations, ses réponses aux députations, qui étoient la plupart consignées dans les papiers publics, nous avoient presque persuadés qu'il étoit de bonne-foi; mais depuis l'époque du 10 août, nous sommes désabusés. Toutes les machinations de la cour, qui sont maintenant dévoilées, nous ont ouvert

les yeux. Sa correspondance & celle de la reine avec les chefs de Coblentz; l'usage qu'il faisoit de la liste civile, pour entretenir les gardes-du-corps, les mousquetaires, les cheveau-légers, & autres compagnies armées, qui font aujourd'hui la guerre à la France, & pour faire imprimer des pamphlets & des libelles contre l'Assemblée nationale, & tous les vrais amis de la liberté; la perfidie & la corruption de ses ministres, & le renvoi de ceux qui marchaient franchement dans le sens de la Constitution: tout cela, messieurs, nous convainc qu'il étoit un traître. La Constitution le plaçoit sur le plus beau trône du monde, lui assuroit vingt-quatre millions de revenu pour sa dépense, lui donnoit un degré d'autorité suffisant, puisque indépendamment de toutes les places, dans l'ordre civil & militaire, qu'il pouvoit donner à ses créatures, il pouvoit encore faire mouvoir une armée de deux cent mille hommes: & de qui tenoit-il tant de bienfaits? D'une nation aimante & généreuse. Ne pouvoit-il donc pas être heureux? Oui, sans doute, mais il a voulu être despote; & le voilà précipité du faite des grandeurs dans la classe des simples particuliers: heureux, s'il fait comme Denis de Syracuse, s'y procurer quelque ressource.

On dira, nous le savons, que la nation française est ingrate, puisqu'elle lui doit la convocation des états-généraux, qui a été le premier échelon de la liberté. Louis XVI, en convoquant les états-généraux; a retiré la Nation d'un abîme; & cela est une action estimable. Mais en détruisant ce qu'ils ont fait, il l'y a reprécipitée; & c'est une perfidie épouvantable. Que diroit-on d'un homme, en apparence compatissant, qui retireroit son semblable d'un précipice, & qui, après l'avoir élevé jusqu'à lui, l'y feroit tomber de nouveau? Cet homme seroit un monstre. Nous approuvons donc, messieurs, le parti que vous venez de prendre, d'abolir la royauté

4
en France. Méprisez les clameurs de ceux qui vous diront que la France est trop grande pour former une République, & que ce genre de gouvernement ne convient point aux Français. La République romaine étoit encore plus grande, puisque la Gaule n'étoit qu'une de ses provinces; & les Gaulois ont porté long-temps avec orgueil le nom de Citoyens romains.

Quel que soit le succès de votre démarche hardie, elle sera utile, en ce qu'elle sera une leçon pour tous les despotes de la terre. Elle leur apprendra que tous les peuples commencent à se réveiller à la liberté, & qu'il est enfin tems de les traiter avec douceur, & de les rendre heureux. Votre révolution est un orage qui gronde sur toute l'Europe. Il effraie, il épouvante les âmes timides; il cause même des désordres partiels; mais ses ravages n'auront pas de suites. Bientôt l'air en sera plus pur. Il falloit cette convulsion de la politique, pour ramener les princes & les rois à l'état d'hommes.

Courage, messieurs: soyez fermes & inébranlables, vous tenez seuls maintenant le timon du vaisseau de l'Etat. Dirigez-le avec courage & prudence au milieu des tempêtes qui l'agitent, & ne souffrez jamais qu'aucun corsaire couronné vienne s'en emparer. Ne vous laissez point abattre par quelques revers. Les Romains perdirent la bataille de Cannes, & ils ne désespérèrent point de la République. Déployez une grande force militaire. Point de mesures partielles. Organisez en grand vos armées pendant cet hiver. Assurez votre liberté, & vous affranchirez tout le monde.

Permettez-nous de nous prosterner maintenant devant le génie sublime de la France.

DE L'IMPRIMERIE



NAZIONALE.

CONVENTION NATIONALE.

A D R E S S E
D'UNE SOCIÉTÉ ALLEMANDE

A LA CONVENTION NATIONALE,

*Précédée de la Lettre d'envoi du Citoyen
FRANÇOIS (de Neufchâteau);*

Lues à la Séance du 16 Novembre 1792, l'an
premier de la République,

IMPRIMÉES ET ENVOYÉES AUX 83 DÉPARTEMENS, PAR ORDRE
DE LA CONVENTION NATIONALE:

Le 8 Novembre 1792, l'an premier de la République.

CITOYENS-REPRÉSENTANS DU PEUPLE,

Dans la nuit remarquable du 9 au 10 août dernier, je communiquai à l'Assemblée Nationale une lettre d'une société allemande, écrite de Manheim. Cette lettre fut imprimée & envoyée aux départemens, par ordre de l'Assemblée. Aujourd'hui, je reçois des mêmes correspondans germaniques une adresse nouvelle à la Convention nationale, datée du 28 septembre dernier, mais qui, par une erreur des postes, ne fait que de me
Adresses.

Le 37
7
8

W. 213

2
parvenir. Malgré ce retard, je crois qu'il est intéressant de donner de la publicité à cette adresse, qui exprime l'opinion des étrangers sur la révolution du 10 août. Ceux qui l'ont signée demandent seulement que leurs noms ne soient pas connus : c'est un égard que l'Assemblée Législative eut déjà pour eux, lorsqu'elle ordonna l'impression de leur première lettre. Je réclame en leur faveur cette précaution nécessaire, & je m'estime heureux de transmettre à la Convention Nationale un témoignage aussi énergique du respect qu'elle imprime à l'Europe.

FRANÇOIS (de Neufchâteau) juge-de-paix du canton de Vicheray, district de Neufchâteau, département des Vosges.

Adresse de la Société allemande.

De Manheim, le 28 Septembre 1792.

Messieurs,

Souffrez que les mêmes Allemands dont l'Assemblée Nationale a daigné accueillir l'hommage & les vœux dans la séance du 9 août, vous témoignent encore aujourd'hui leur intérêt, & vous fassent part de l'expression de leurs sentimens. Nous vous l'avouons, nous avions cru long-temps que Louis XVI vouloit sincèrement l'établissement de votre Constitution. Ses promesses réitérées de fidélité, ses proclamations, ses réponses aux députations, qui étoient la plupart consignées dans les papiers publics, nous avoient presque persuadés qu'il étoit de bonne-foi; mais, depuis l'époque du 10 août, nous sommes désabusés. Toutes les machinations de la cour, qui sont maintenant dévoilées, nous ont ouvert

les yeux. Sa correspondance & celle de la reine avec les chefs de Coblentz ; l'usage qu'il faisoit de la liste civile , pour entretenir les gardes-du-corps , les mousquetaires , les cheveau-légers , & autres compagnies armées qui font aujourd'hui la guerre à la France , & pour faire imprimer des pamphlets & des libelles contre l'Assemblée Nationale , & tous les vrais amis de la liberté ; la perfidie & la corruption de ses ministres , & le renvoi de ceux qui marchaient franchement dans le sens de la Constitution : tout cela , Messieurs , nous convainc qu'il étoit un traître. La Constitution le plaçoit sur le plus beau trône du monde , lui assuroit vingt-quatre millions de revenu pour sa dépense , lui donnoit un degré d'autorité suffisant , puisque indépendamment de toutes les places , dans l'ordre civil & militaire , qu'il pouvoit donner à ses créatures , il pouvoit encore faire mouvoir une armée de deux cent mille hommes : & de qui tenoit-il tant de bienfaits ? D'une nation aimante & généreuse. Ne pouvoit-il donc pas être heureux ? Oui , sans doute ; mais il a voulu être despote ; & le voilà précipité du faite des grandeurs dans la classe des simples particuliers : heureux , s'il fait , comme Denis de Syracuse , s'y procurer quelque ressource !

On dira , nous le savons , que la nation française est ingrate , puisqu'elle lui doit la convocation des Etats-Généraux , qui a été le premier échelon de la liberté. Louis XVI , en convoquant les Etats-Généraux , a retiré la Nation d'un abyme ; & cela est une action estimable. Mais , en détruisant ce qu'ils ont fait , il l'y a reprécipitée ; & c'est une perfidie épouvantable. Que diroit-on d'un homme , en apparence compatissant , qui retireroit son semblable d'un précipice , & qui , après l'avoir élevé jusqu'à lui , l'y feroit tomber de nouveau ? Cet homme feroit un monstre. Nous approuvons donc , Messieurs , le parti que vous venez de prendre , d'abolir la royauté

4
en France. Méprisez les clameurs de ceux qui vous diront que la France est trop grande pour former une république, & que ce genre de gouvernement ne convient point aux Français. La République romaine étoit encore plus grande, puisque la Gaule n'étoit qu'une de ses provinces; & les Gaulois ont porté long-temps avec orgueil le nom de Citoyens romains.

Quel que soit le succès de votre démarche hardie, elle sera utile, en ce qu'elle sera une leçon pour tous les despotes de la terre. Elle leur apprendra que tous les peuples commencent à se réveiller à la liberté, & qu'il est en fin temps de les traiter avec douceur, & de les rendre heureux. Votre révolution est un orage qui gronde sur toute l'Europe. Il effraye, il épouvante les âmes timides; il cause même des désordres partiels; mais ses ravages n'auront pas de suites. Bientôt l'air en sera plus pur. Il falloit cette convulsion de la politique, pour ramener les princes & les rois à l'état d'hommes.

Courage, Messieurs: soyez fermes & inébranlables: vous tenez seuls maintenant le timon du vaisseau de l'Etat. Dirigez-le avec courage & prudence au milieu des tempêtes qui l'agitent, & ne souffrez jamais qu'aucun corsaire couronné vienne s'en emparer. Ne vous laissez point abattre par quelques revers. Les Romains perdirent la bataille de Cannes, & ils ne désespérèrent point de la République. Déployez une grande force militaire. Point de mesures partielles. Organisez en grand vos armées pendant cet hiver. Assurez votre liberté, & vous affranchirez tout le monde.

Permettez-nous de nous prosterner maintenant devant le génie sublime de la France.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

CONVENTION NATIONALE.



ADRESSES
DE
LA VILLE ET CI-DEVANT COMTE DE NICE,
A LA CONVENTION NATIONALE,

*Présentées le 4 novembre 1792, l'an 1er.
de la République française; suivies de la
réponse du président, & des décrets ren-
dus par la Convention à ce sujet:*

IMPRIMÉES, ET ENVOYÉES AUX DÉPARTEMENTS, PAR
ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

*EXTRAIT parte in qua du registre des délibérations des
Corps réunis de la ville & ci-devant comté de Nice.*

L'AN mil sept cent quatre-vingt-douze, le premier
de la République, le vingt-un octobre après midi,
les corps administratifs de la ville & ci-devant comté
de Nice, réunis dans la maison commune de cette
ville de Nice, &c.

Adresses.

A

(5)

Un membre a dit qu'il est essentiel & indispensable de députer, au nom de la ville de Nice, auprès de la Convention nationale, pour lui témoigner tout le plaisir que les citoyens ont de goûter les douceurs de la liberté & de l'égalité, & pour demander la réunion de la ville & ci-devant comté de Nice à la République française.

L'assemblée, ouï Messieurs les procureur - syndic & procureur de la commune en remplacement, a, par acclamations & aux applaudissemens réitérés, unanimement délibéré qu'il sera incontinent député deux citoyens recommandables par leur patriotisme, auprès de la Convention nationale, pour lui porter le vœu de tous les citoyens de la ville, & ci-devant comté de Nice, sur la satisfaction qu'ils ont de goûter les douceurs de la liberté & de l'égalité, & du desir de se voir réunis à la République française.

L'assemblée a de suite procédé à la nomination des deux députés, par la voie du scrutin, & les suffrages ont été réunis en faveur des Citoyens Veillon & Blanchi. En conséquence, monsieur le président les a proclamés députés extraordinaires de la ville & ci-devant comté de Nice auprès de la Convention nationale, à l'effet de solliciter instamment la réunion de ce pays à la République française.

Signé, BARRAS.

Collationné, DÉBORDE, secrétaire provisoire.

S E C O N D E P I È C E.

Adresse des Corps administratifs.

L É G I S L A T E U R S ,

Les Corps administratifs provisoires de la ville & ci-devant comté de Nice en permanence, réunis à la maison commune, considérant que le plus précieux bien pour l'homme est de vivre libre, offrent à la République française l'hommage pur de leur reconnaissance, à cause de leur affranchissement.

Depuis l'arrivée des Français dans leur pays, le drapeau de la liberté décore toutes les places publiques. Avant le 29 septembre, cette liberté étoit concentrée dans leurs cœurs; ils en sentent tout le prix: délivrés du tyran qu'ils abhorrent, ils vous jurent, Français, qu'élevés par vos soins à toute la dignité d'hommes, ils sauront soutenir les droits imprescriptibles de la nature, & s'ensevelir sous les cendres & les ruines de leur pays, plutôt que de cesser d'être libres.

Français, représentans d'une grande République, dont les généreux efforts jettent l'épouvante dans les cœurs des tyrans & des oppresseurs de la terre, vous qui voulez le bonheur des peuples, & la liberté du monde, nous vous déclarons en présence de l'Éternel, que nous partagerons toutes vos peines; qu'armés ainsi que vous pour une si belle cause, nous sacrifierons tout ce que nous avons de plus cher pour vous aider à faire arborer par-tout l'étendard sacré de la liberté.

(4)

Nous avons juré de vivre libres, ou de mourir ; nous attendons de vous la vie ou la mort : hâtez-vous de prononcer notre aggrégation à la République française. Nous vous disons avec cette franchise qui convient à un peuple libre, que si notre prière d'être français n'étoit pas accueillie, nous ne transigerions jamais avec nos persécuteurs ; & nous embraserions plutôt toutes nos possessions dans cette terre de proscription, pour aller vivre dans la terre de la liberté que vous habitez.

Nous députons vers vous deux citoyens recommandables par leur patriotisme : ils vous exprimeront avec quelle impatience les citoyens de cette importante contrée attendent la nouvelle de leur adoption à leur primitive patrie, la République française, dont ils n'auroient jamais dû être séparés.

Signé, Paul Barras, président, Louis Salvy, Cauvin, Chabaud, Leclerc, Giacomini, maire ; Mouquin, Desly, Levi l'ainé, Heraud, Veillon, André Faraudy, Jean-Baptiste Grosson, Louis Saint-Pierre, David Moïse, André-Gastaud, Bianqui-Dominique, Pierre-Honoré Roassal, Victor Tiranty, Bernardin Clevicy, Afda, Jaume, procureur de la commune.

TROISIÈME PIÈCE.

Discours des députés extraordinaires, admis dans l'intérieur de la salle.

LÉGISLATEURS,

Depuis sa génération à la liberté, le peuple de Nice avoit manifesté le desir d'envoyer auprès de vous des citoyens, pour vous exprimer les sentimens qui

5
sont gravés dans son cœur ; mais des raisons aussi hautes qu'inconnues , en ont sans cesse retardé l'accomplissement. A la fin , nous nous trouverons heureux d'avoir été choisis pour son organe. Il nous a expressément chargés de solliciter vivement auprès de vous pour ne faire qu'un seul peuple avec le peuple français. Revenez , Français , nous a-t-il dit avec une douce menace , ou ne revenez jamais plus.

Représentans d'un peuple libre , accueillez nos vœux : vous le devez , parce qu'ils sont justes ; vous le devez , parce qu'il y va de la dignité & de l'intérêt du peuple français.

Daignez nous accorder quelques-uns de ces instans précieux que vous employez si glorieusement pour le bonheur des hommes : ils ne seront point perdus , si vous les accordez à celui du peuple de Nice.

Le Ciel nous est témoin que depuis la révolution française , le tyran du Piémont n'a jamais cessé d'insulter , outrager & provoquer le peuple français , & attirer son ressentiment sur ces habitans infortunés , que ses prédécesseurs avoient déjà perfidement joués , & lâchement trahis ; que sourd aux cris des citoyens , dont le cœur n'étoit pas corrompu par le souffle empoisonné des émigrés , loin de repousser de ses états ces fugitifs rebelles aux lois de leur patrie , qui souffloient par-tout la discorde & le désordre , il les a accueillis avec empressement , les a protégés dans leurs tyrannies , en a souffert , & même secondé les complots détestables ; leur a sacrifié des citoyens honnêtes & paisibles , qui n'avoient d'autre crime que de n'avoir pas en horreur la révolution française , de ne pas crier au carnage , à la destruction , à l'extermination , à l'instigation de cette cabale abhorrée ; il a appesanti son sceptre de fer sur un peuple doux & patient , qui ne demandoit que la paix , la tranquillité &

Adresse de la ville de Nice.

(6)
l'obéissance. Par des outrages sans fin, faits au nom français dans le territoire de Nice, il a exposé ce peuple au ressentiment d'une nation puissante, qui fait autant venger les affronts, que défendre & protéger la liberté & l'humanité.

A la fin, pour comble de perfidie, lorsque les armées françaises se sont présentées pour tirer vengeance de tant de crimes, il a lâchement abandonné ce même peuple qu'il avoit si iniquement exposé; il l'a abandonné dans la plus cruelle anarchie, sans tribunaux, sans chefs, sans défense, sans police, sans même l'avertir qu'il l'abandonnoit: il l'a renoncé comme on renonceroit des criminels. Eh bien! nous le renonçons à notre tour; nous ne voulons plus de lui; nous ne voulons plus de roi: nous nous donnons, ou plutôt nous voulons être réunis à la nation française, à notre ancienne patrie, de laquelle nous avons été séparés par l'attentat de nos tyrans.

Augustes représentans, ne nous repoussez pas: il y va de votre dignité.

Vous nous avez invités, par l'organe du général Anselme, dans son adresse du 28 septembre, à nous séparer de nos tyrans: vous nous avez proposé pour récompense le bien le plus précieux, la jouissance de la liberté; vous nous avez promis de nous la faire partager à jamais. Pourrions-nous être libres sans être Français? Non: des obstacles insurmontables s'y opposent; notre position est telle, que nous ne pouvons être que Français ou esclaves.

Nous nous sommes rendus à votre invitation: nous avons couru au-devant de vos armées: nous avons invité leur général à se rendre au milieu de nous pour nous gouverner, pour nous fraterniser. Il nous a reçus: il est entré aux acclamations d'un peuple ivre de joie: nous avons juré d'être fidèles à la nation & à la

loi, de défendre la liberté & l'égalité, & de mourir en les défendant. Et comment serons-nous fidèles à la nation, si elle nous repousse ? Malheureux habitans de Nice ! serions-nous réduits à nous voir abandonnés par nos tyrans, & repoussés par nos libérateurs ?

Non, vous ne nous repousserez pas : il y va de votre intérêt.

Eh quoi ! vous priveriez-vous du plus redoutable rempart que vous puissiez opposer aux entreprises des tyrans qui vous entourent ? Offrez la liberté aux peuples dont les despotes oseront entreprendre sur vous, & les despotes disparaîtront de la surface du globe ; mais si vous repoussez les premiers qui l'acceptent, quel est le peuple qui en osera suivre l'exemple ? quel est le peuple qui voudra se séparer de son tyran, au risque d'en devenir encore la malheureuse victime ?

On nous a demandé, au nom de la Nation, les trésors qui lui appartiennent, les richesses des églises, les biens des couvens, ces dépôts sacrés des peuples, ces ressources fécondes dans les calamités : nous les avons fidèlement consignés à la Nation que nous avons adoptée. Que penseroit donc l'Europe, que penseroit le Monde entier, du peuple français, si, après avoir tari la source de nos trésors par l'appât de la liberté qui nous étoit offerte, il nous repoussoit ensuite de son sein, plongés dans l'indigence, à la merci des tyrans implacables dont nous serions infailliblement les victimes ?

Ce n'est pas une conquête que nous vous proposons de garder : c'est un peuple qui réclame votre fraternité, que nous vous prions de recevoir ; un peuple qui a déjà appartenu à la Nation française ; qui a été arraché de la Nation française ; qui, devenu libre, demande d'être réuni à la Nation française : un peuple que vous avez invité à se séparer de son tyran ; qui a le droit de se soustraire

à son tyran ; qui a été abandonné , trahi , sacrifié par son tyran.

Si la justice de sa cause , si la dignité du peuple français , si son intérêt même n'ont pas assez de force pour vous décider , laissez-vous au moins toucher du sort qui le menace si vous le repoussez. Voyez ce peuple doux & patient , qui vient de goûter un instant la douceur de la liberté ; voyez-le , dis-je , luttant sans cesse contre les complots des ennemis de la liberté , exposé tous les jours à perdre la vie pour la défendre , & succombant sans doute aux pièges redoublés qu'on ne manquera pas de lui tendre ; voyez-le enfin entouré de fers , plongé dans la misère , couvert d'opprobre & le désespoir dans le cœur , traîner dans les angoisses des jours qu'il déteste , regarder la mort comme un bienfait , & maudire peut-être le moment où il a vu luire la liberté.

Mais non : loin de nous cette affreuse perspective ! Un avenir plus heureux nous attend : notre confiance & votre générosité nous en font un sûr garant. Prononcez cette réunion désirée ; dites que nous ferons portion de cette heureuse contrée que nous adoptons pour nouvelle patrie , & nous bénirons à jamais la générosité du peuple français.

Signé BLANQUI , *Député extraordinaire de la ville & comté de Nice* ; VEILLON , *idem.*

QUATRIÈME ET DERNIÈRE PIÈCE.

Réponse du président.

Les despotes coalisés avoient conçu le projet de la tyrannie universelle ; mais la Nation française a proclamé les droits de l'homme , & , à ce signal , tous les peuples se pressent autour d'elle.

Généreux citoyens de Nice , qui , opprimés par le tyran des Savoisiens , avez brisé les mêmes chaînes , avec la même ardeur , comme les fruits de la liberté vont croître & mûrir dans la douce & active chaleur de votre beau climat !

C'est à cette liberté seule , c'est à vous-mêmes que nous avons voulu vous conquérir. La société , comme la nature , ne sépare plus désormais les Alpes & l'indépendance.

Quel que soit le mode de gouvernement qui doit assurer votre bonheur , soit qu'une heureuse alliance nous ménage avec vous le lien de la fraternité , soit plutôt qu'une adoption glorieuse pour nous , je dirois presque naturelle , vous incorpore à la République française ; dans tous les événemens possibles , hommes libres , nous ne ferons qu'une famille armée contre les mêmes ennemis ; & le Var , de l'une à l'autre rive , ne va plus arroser que la terre de la liberté.

D É C R E T S.

La Convention nationale décrète que son président donnera le baiser fraternel aux députés citoyens de Nice , & qu'il en sera fait mention au procès-verbal , dont expédition sera envoyée aux citoyens de Nice.

(10)

La Convention nationale déclare qu'elle ne peut délibérer sur la demande en réunion, présentée par les députés des administrations provisoires du ci-devant comté de Nice, qu'après avoir connu le vœu exprès du peuple, émis librement dans les assemblées primaires.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

CONVENTION NATIONALE

A D R E S S E

D U

GRAND-BAILLIAGE DE BERG-ZABERN

A LA CONVENTION NATIONALE,

Lue à la Séance du 19 novembre 1792, l'an premier de la République.

IMPRIMÉE ET ENVOYÉE AUX 83 DÉPARTEMENTS, PAR
ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

LÉGISLATEURS,

Le grand-bailliage de Berg-zabern, composé de plus de dix villages appartenans au duc des Deux-Ponts, las de se voir encore esclave d'un prince & de ses satellites, au milieu d'un peuple libre & heureux, encouragé par les victoires des armes de la liberté française, a tout d'un coup rompu les fers de l'esclavage affreux dans lequel il gémissoit, & se présente libre devant les augustes représentans de la Nation française, pour leur témoigner sa reconnoissance pour les

Adresses.

A

(6)

grands bienfaits qu'ils préparent aux peuples , & pour leur demander la réunion avec la République.

Pénétrés des mêmes sentimens que la Savoie, nous vous manifestons les mêmes desirs, & nous nous engageons aux mêmes devoirs. Déjà comme eux, nous avons juré de maintenir de toutes nos forces la liberté & l'égalité, & de mourir à nos postes; la cocarde tricolore orne nos têtes & le sein de nos femmes & filles; l'arbre de la liberté est planté au milieu de la ville de Berg-zabern & dans les villages de la campagne; nous nous sommes procuré vos sages décrets, qui nous servent de règle invariable dans l'administration nouvelle de nos affaires publiques; & pour ne pas manquer de fonctionnaires patriotes, nous nous sommes adressés à la municipalité de la ville de Landau, trois lieues de chez nous, pour obtenir les instructions nécessaires à élire nos municipalités; & c'est par ses bons offices qu'une députation de plusieurs citoyens, prise du sein de la société patriotique, nous a été envoyée, sous l'assistance de laquelle nous avons formé nos conseils-généraux des communes.

Représentans, la nature même & notre situation locale nous ont fait frères des Français; il nous seroit impossible de porter plus long-temps le caractère d'esclaves, & de servir de chiens de chasse à notre tyran, au milieu des hommes libres dont nous sommes entourés. Non, nous nous ensevelirons plutôt avec nos familles sous les ruines de nos maisons, que de retomber dans l'ancienne misère que les oppresseurs inhumains nous avoient préparée: agréez notre sollicitation pour la réunion avec le pays de la liberté, & vous verrez que nous sommes dignes de porter le nom de Français.

Législateurs, déclarez à l'Univers, que tous les peuples qui secoueront le joug du despotisme, & désireront la protection des Français, & la réunion avec leur

République, seront protégés & reconnus pour Français. Vous verrez que ce sera le dernier coup fatal pour tous les tyrans ; car les peuples, sur-tout nos voisins Palatins, & tous les sujets pitoyables des petits princes du Saint-Empire, n'attendent que ce moment désiré, pour rompre leurs chaînes ; & ce n'est que la crainte de succomber, faute de votre assistance, qu'ils ne l'ont pas encore fait.

Oui, Représentans, cette déclaration seule remportera la victoire complète sur tous les tigres couronnés, & accélérera leur ruine totale. Vainement diront-ils que c'étoit contre votre déclaration formelle de renoncer à toute conquête : car une chose qui se rend d'elle-même n'est point conquise.

C'est donc au nom de nos commettans, que nous vous prions d'accorder notre prière ; mais c'est au nom de l'humanité que nous vous prions de la délivrer, de cette manière, des maux insupportables qui l'accablent, & ce seront les races futures qui vous en sauront grace.

Le conseil-général de Berg-zabern, ainsi que tous les maires des villages, expressément députés à cet effet par leurs concitoyens.

Berg-zabern, le 10 novembre 1792,
l'an premier de la République.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

CONVENTION NATIONALE.



A DRESSE

ACQUISITION
N° 42644

DU

GRAND-BAILLIAGE DE BERG-ZABERN

A LA CONVENTION NATIONALE,

*Lue à la Séance du 19 Novembre 1792, l'an premier de
la République;*

IMPRIMÉE ET ENVOYÉE AUX 83 DÉPARTEMENTS, PAR ORDRE DE
LA CONVENTION NATIONALE.

LÉGISLATEURS,

Le grand-bailliage de Berg-zabern, composé de plus
de dix villages appartenans au duc des Deux-Ponts; las-
sé de se voir encore esclaves d'un prince & de ses satel-
lites, au milieu d'un peuple libre & heureux, encou-
ragé par les victoires des armes de la liberté française.

Adresses.

A

(6)

(aut ad.)

Le 37
2
B

a tout d'un coup rompu les fers de l'esclavage affreux dans lequel il gémissait, & se présente libre devant les augustes représentans de la Nation française, pour leur témoigner sa reconnaissance pour les grands bienfaits qu'ils préparent aux peuples, & pour leur demander la réunion avec la République.

Pénétrés des mêmes sentimens que la Savoie, nous vous manifestons les mêmes desirs, & nous engageons aux mêmes devoirs. Déjà comme eux, nous avons juré de maintenir de toutes nos forces la liberté & l'égalité, & de mourir à nos postes; la cocarde tricolore orne nos têtes & le sein de nos femmes & filles; l'arbre de la liberté est planté au milieu de la ville de Berg-zabern & dans les villages de la campagne; nous nous sommes procuré vos sages décrets, qui nous servent de règle invariable dans l'administration nouvelle de nos affaires publiques; & pour ne pas manquer de fonctionnaires patriotes, nous nous sommes adressés à la municipalité de la ville de Landau, trois lieues de chez nous, pour obtenir les instructions nécessaires à élire nos municipalités; & c'est par ses bons offices qu'une députation de plusieurs citoyens, prise du sein de la société patriotique, nous a été envoyée, sous l'assistance de laquelle nous avons formé nos conseils-généraux des communes.

Représentans, la nature même & notre situation locale nous ont fait frères des Français; il nous seroit impossible de porter plus long-temps le caractère d'esclaves, & de servir de chiens de chasse à notre tyran, au milieu des hommes libres dont nous sommes entourés. Non, nous nous ensevelirons plutôt avec nos familles sous les ruines de nos maisons, que de retomber dans l'ancienne misère, que les oppresseurs inhumains nous avoient préparée: agréez notre sollicitation pour la réunion avec le pays de la liberté, & vous verrez que nous sommes dignes de porter le nom de Français.

Législateurs, déclarez à l'univers, que tous les peuples qui secoueront le joug du despotisme, & desireront la protection des Français, & la réunion avec leur République, seront protégés & reconnus pour Français. Vous verrez que ce sera le dernier coup fatal pour tous les tyrans; car les peuples, sur-tout nos voisins palatins, & tous les sujets pitoyables des petits princes du Saint-Empire, n'attendent que ce moment désiré, pour rompre leurs chaînes; & ce n'est que la crainte de succomber, faute de votre assistance, qu'ils ne l'ont pas encore fait.

Oui, Représentans, cette déclaration seule remportera la victoire complète sur tous les tigres couronnés, & accélérera leur ruine totale. Vainement diront-ils que c'étoit contre votre déclaration formelle de renoncer à toutes conquêtes: car une chose qui se rend d'elle-même n'est point conquise.

C'est donc au nom de nos commettans, que nous vous prions d'accorder notre prière; mais c'est au nom de l'humanité que nous vous prions de la délivrer, de cette manière, des maux insupportables qui l'accablent, & ce seront les races futures qui vous en sauront grace.

Le conseil-général de Berg-zabern, ainsi que tous les maires des villages, expressément députés à cet effet par leurs concitoyens.



Berg-zabern, le 10 novembre 1792,
l'an premier de la République.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE

3
L'Assemblée nationale, en vertu de son pouvoir, a
ordonné que les citoyens de la commune de
Paris, qui ont été nommés pour représenter
la nation, se réunissent le 10 novembre 1789,
à midi, dans la salle de la commune, pour
procéder à l'élection d'un conseil national.
C'est donc, au nom de nos concitoyens, que nous
vous prions d'assister à cette importante séance
de la commune, pour vous prions de la députer,
de la manière, des lieux, et des personnes,
à ce décret, les pères, mères, et vous en l'honneur
de la patrie.

Le conseil national de Paris, ainsi que les
autres des villes, expriment depuis à ce
jour leur reconnaissance.

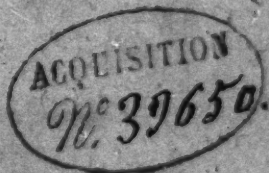
Fait à Paris, le 10 novembre 1789.
L'an premier de la République.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE

CONVENTION NATIONALE.
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DES ALLOBROGES,
A LA CONVENTION NATIONALE
DE FRANCE.

Du 21 Novembre 1792, l'an premier de la République.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CONVENTION - NATIONALE.



A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

Adresses.

1792.

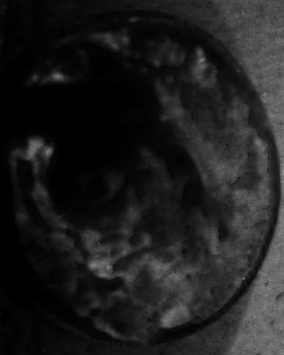
(7)

DES ALPHABETES

A LA CONVENTION NATIONALE

DE FRANCE

De la Convention Nationale, par le Comité de l'Instruction Publique.
Imprimé par l'Imprimerie Nationale - Paris.



A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE

1793

CONVENTION NATIONALE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DES ALLOBROGES,

A LA CONVENTION NATIONALE
DE FRANCE.

LÉGISLATEURS,

Le soleil bienfaisant de la liberté vient enfin, par ses douces influences, de dissiper le nuage épais de la tyrannie & du despotisme qui infestoient notre atmosphère. Nos tyrans, aussi lâches qu'ils ont été

(4)
cruels, n'ont pu soutenir l'aspect redoutable du drapeau tricolor; ils ont fui, & pour jamais ont délaissé de leur odieuse présence une terre trop long-temps abreuvée des maux émanés d'un sceptre de fer. Les Savoisiens, pénétrés de la reconnaissance la plus vive, prient l'auguste Assemblée d'en recevoir les témoignages. Nos hommages, Législateurs, ne sont pas dictés par ces organes corrompus de l'ancien régime; ce sont des hommes libres qui vous les présentent, & qui sentent toute la dignité de leur nouvelle existence.

Il n'est que trop vrai que nous fûmes esclaves; mais le sang des tyrans effacera les traces de nos fers; nos cœurs, depuis long-temps forcés de réprimer leurs élans patriotiques, se livrent maintenant à toute l'étendue de notre bonheur; fiers de notre liberté, notre vie pour la conserver nous paroît un foible sacrifice, & le citoyen expirant pour sa patrie, regrettera de ne pouvoir renaître pour lui donner encore un dernier soupir. Législateurs, si, défenseurs sacrés des droits de l'homme, vous nous avez tendu une main généreuse pour nous tirer de l'abyme où nous étions plongés; si, créateurs de notre liberté, vous avez anéanti nos tyrans; si enfin vous nous avez rendus à la dignité d'hommes libres, vous avez vous-mêmes prononcé entre la République française & la nation savoisienne, union & fraternité; vous nous avez laissé les maîtres de nous donner des lois; nous avons agi. La nation savoisienne, après avoir déclaré la déchéance de Victor-Amédée & de sa postérité, la proscription éternelle des despotes couronnés, s'est déclarée libre & souveraine; c'est du sein de cette assemblée qu'est émis le vœu unanime d'être réunis à la République française, non par une simple alliance, mais par une union indissoluble, en formant partie intégrante de l'Empire français.

(5)

Législateurs, ce n'est point une assemblée d'esclaves
tremblans à l'aspect des fers qu'ils viennent de quitter,
qui vous supplie de la prendre sous votre protection;
c'est un Souverain, admirateur de votre gloire, de-
mandant à en faire réfléchir sur lui quelques rayons.

Fait à l'Assemblée nationale des Allobroges, séante
à Chambéry, le 27 octobre, l'an premier de la Ré-
publique.

*Signés, Doppet, vice-président; Favre, secrétaire;
Villars, membre du comité de rédaction.*

*EXTRAIT du procès-verbal de la seconde séance de
l'Assemblée des Députés des Communes de la Savoie,
le 22 octobre 1792, l'an premier de la République.*

Séance ouverte à neuf heures du matin.

Eustache Monachon, président d'âge, occupe le
fauteuil.

La séance a été ouverte par la lecture du procès-
verbal de la précédente. On a fait successivement à la
tribune, lecture des rapports des commissaires de
chaque bureau, sur la vérification des pouvoirs, à
laquelle ils avoient procédé la veille. De ces divers
rapports il résulte que dans la province de Carrouge,
composée de 64 communes, 42 ont voté pour la
réunion à la République française, dans les pouvoirs
qu'elles ont remis à leurs députés; que 21 ont donné

L'Ass. Nat. des Allobroges à la Conv. Nat. A 3

des pouvoirs illimités à leurs députés, & qu'une seule n'a pas fait connoître ses sentimens. Toutes les communes de la province de Chablais, au nombre de 65, ont unanimement manifesté, dans les pouvoirs remis à leurs députés, leur desir d'être réunies à la nation française; la majorité de ces députés avoit des pouvoirs illimités. Celles de la province de Faucigny, au nombre de 79, ont toutes, dans leurs pouvoirs, émis le vœu d'être réunies à la nation française, pour en faire partie intégrante. Les 116 communes de la province du Genevois, ont toutes chargé leurs députés de demander l'incorporation à la nation française; la très-grande majorité a donné à ses députés le pouvoir de représenter, délibérer & arrêter tout ce qui seroit utile pour le bien public, & pour l'établissement de la liberté & de l'égalité savoisiennne. Les communes de la province de Maurienne, qui sont au nombre de 65, ont toutes manifesté dans les pouvoirs donnés à leurs députés, leur desir d'être réunies à la République française, sauf celles de Lansvillard, Bessan & Bonneval, qui n'ont pu faire connoître leurs vœux lors des assemblées des communes, parce que leur territoire étoit encore occupé par des soldats piémontois. Des 204 communes qui composent la province de Savoie, une seule a émis son vœu pour former une république particulière; les autres ont exprimé leur vœu de réunion à l'Empire français. Des soixante-deux communes formant la province de Tarentaise, treize ont voté pour l'incorporation à la République française; les autres avoient toutes donné, par leurs mandats à leurs députés, le pouvoir de choisir & adopter pour elles le gouvernement que l'assemblée des députés jugeroit le plus convenable à la nation savoisiennne.

La lecture de ces rapports a été souvent inter-

rompue par les applaudissemens de l'assemblée & des tribunes; ils ont été déposés sur le bureau. Il a été arrêté que les pouvoirs que chaque député avoit reçus de sa commune, y feroient également déposés pour être conservés dans les archives, & servir éternellement de preuve de l'attachement du peuple Savoisien au gouvernement républicain des Français.

Nous président & secrétaires; déclarons le présent extrait conforme à l'original.

Signés, J. Décret, président; F. Chastel, F. Favre, Gumery, Hacquier, secrétaires.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE DES ALLOBROGES

Donne pouvoir aux citoyens Doppet, Favre, Dessaix & Villard, qu'elle a députés auprès de la Convention nationale des Français, & aux citoyens Gumery, Bard & Balmain, leurs suppléans en cas d'empêchement, de lui présenter l'adresse qui lui sera remise, & de lui énoncer le vœu qu'a formé la nation qu'elle représente, d'être unie à la République française & d'en former partie intégrante. Elle charge expressément ses députés de solliciter l'acte solennel d'adhésion de la Convention nationale des Français, à l'incorporation demandée, & de faire part à la commission provisoire d'administration, de l'exécution de leur mission & des réponses qui leur seront faites, & d'entretenir avec elle une correspondance exacte; le tout en conformité des déterminations prises dans les seconde & dernière séances de l'Assemblée nationale des 22 & 29 octobre, dont les extraits des



procès-verbaux seront joints au présent, signés par le président & les secrétaires. Fait à l'Assemblée nationale des Allobroges, séante à Chambéry, le vingt-neuf octobre mil sept cent quatre-vingt-douze, l'an premier de la République.

Signés, J. Décret, président; Chastel, Gumery, F. Favre, Hacquier, secrétaires.

EXTRAIT du Procès-verbal de la séance du 29 octobre 1792, l'an premier de la République.

Sur la motion faite par un membre, l'Assemblée a décrété que le citoyen Doppet, l'un des sept choisis par les bureaux, pour la députation qui doit être envoyée auprès de la Convention nationale des Français, ne courroit pas la chance du sort, par la voie duquel il devoit être déterminé quels seroient les quatre qui seroient chargés de cette mission, & quels seroient les trois suppléans.

En conséquence, les noms des six autres candidats ont été jetés dans une urne, & ils ont été extraits par le président, dans l'ordre suivant, Favre, *homme de loi*; Dessaix, *homme de loi*; Villard; Gumery, *homme de loi*; Bard; Balmain, *homme de loi*: les trois premiers, conjointement avec le citoyen Doppet, ont été proclamés députés, & les trois derniers suppléans.

Nous président & secrétaires, déclarons le présent extrait conforme à l'original.

Signés, J. Décret, président; F. Chastet, Gumery, F. Favre, Hacquier, secrétaires.

193
Réponse du Président.

Représentans d'un Souverain, ce fut un grand jour pour l'Univers, celui où la Convention nationale de France prononça ces mots : *La royauté est abolie.* De cette nouvelle ère beaucoup de peuples dateront leur existence politique.

Depuis l'origine des sociétés, les rois sont en révolte ouverte contre les nations ; mais les nations commencent à se lever en masse pour écraser les rois. La raison, qui resplendit de toutes parts, révèle d'éternelles vérités ; elle déroule la grande charte des Droits de l'homme, l'épouvantail des despotes.

Semblable à la poudre à canon, plus la liberté fut comprimée, plus son explosion sera terrible ; cette explosion va se faire dans les deux Mondes, & renverser les trônes, qui s'abrymeront dans la souveraineté des peuples.

Il arrive donc ce moment où l'orgueil stupide des tyrans sera humilié, où les négriers & les rois seront l'horreur de l'Europe purifiée, où leur perversité héréditaire n'existera plus que dans les archives du crime ! bientôt enfin on verra cicatrifier les plaies des nations, reconstituer, pour ainsi dire, l'espèce humaine, & améliorer le sort de la grande famille.

De respectables insulaires furent nos maîtres dans l'art social : devenus nos disciples, & marchant sur nos traces, bientôt les fiers Anglois imprimeront une nouvelle secousse qui retentira jusqu'au fond de l'Asie.

Déjà Malines, Ostende, Mayence, Nice & Chambéry voient le drapeau tricolor flotter sur leurs remparts. La majeure partie du genre - humain n'est

esclave, disoit un philosophe, que parce qu'elle ne fait pas dire *non*. Estimables Savoisiens, vous avez dit *non* ; soudain la liberté aggrandissant son horizon, a plané sur vos montagnes ; & dès ce moment vous avez fait aussi votre entrée dans l'Univers.

Ne redoutez pas les menaces des despotes de l'Europe. Ils rassemblent de nouvelles phalanges pour faire la guerre aux principes ; mais cette guerre expiatoire creuse leur tombeau : les efforts des rois sont le testament de la royauté.

La France esclave étoit autrefois l'asyle des princes détrônés ; la France libre est devenue l'appui des souverains détrônés. Elle vient de déclarer, par l'organe de ses représentans, qu'elle feroit cause commune avec tous les peuples décidés à secouer le joug pour n'obéir qu'à eux-mêmes.

Les statues des Capets ont roulé dans la poussière, elles se changent en canons pour les foudroyer tous s'ils osoient se relever & lutter contre la nation. Si quelqu'un tente de nous imposer de nouveaux fers, nous les briserons sur sa tête : la liberté ne périra chez nous que quand il n'y aura plus de Français, & périssent tous les Français plutôt que d'en voir un seul esclave !

Généreux Savoisiens, vous desirez vous incorporer à notre république, unir vos destinées aux nôtres, confondre vos droits politiques avec les nôtres ; la Convention nationale pèsera, discutera solennellement une demande de cette importance ; mais, quelle que soit sa décision, dans les Français vous trouverez toujours des amis.

Eh ! tous les hommes ne sont-ils pas frères ? celui qui parcourt des régions lointaines peut-il rencon-

trier un homme sans être en famille, à moins qu'il ne rencontre un roi ?

Per-suadés que pour les peuples, comme pour les individus, les vertus sont la source de la prospérité & du bonheur, développons, vivifions cette justice universelle qui trace aux nations l'étendue de leurs droits & le cercle de leurs devoirs. Que nos bras s'étendent vers les tyrans pour les combattre, vers nos champs pour les cultiver, vers les hommes pour les embrasser, vers le ciel pour le bénir; unis par des liens indissolubles, formons un concert d'algresse qui augmentera le désespoir farouche des tyrans & l'espoir des peuples opprimés.

Un siècle nouveau va s'ouvrir; les palmes de la fraternité & de la paix en orneront le frontispice. Alors la liberté planant sur toute l'Europe, visitera ses domaines; & cette partie du globe ne contiendra plus ni forteresses, ni frontières, ni peuples étrangers.



CONVENTION NATIONALE.

A D R E S S E
D'UNE SOCIÉTÉ ANGLAISE
A LA CONVENTION NATIONALE,

S U I V I E
DE LA RÉPONSE DU PRÉSIDENT,

Lue à la séance du 22 novembre 1792, l'an premier de la République ;

*Imprimée et envoyée aux quatre-vingt-quatre Départemens,
par ordre de la Convention Nationale.*



CITOYENS ET FRÈRES,

Nous nous empressons de vous saluer de cet honnête, honorable et doux nom, quoique nous soyons individuellement inconnus les uns aux autres, et de vous prier de recevoir nos très-sincères félicitations sur le brillant aspect des affaires de France dans ce moment. Trop long-temps on a fait croire aux Anglais que la Nation française étoit leur ennemie naturelle. Le temps est venu, où leurs
Adresses.

(8)

yeux sont enfin débarrassés du bandeau politique qui les a couverts jusqu'ici, et ils voient clairement que cette doctrine n'étoit fondée que sur la fausseté et la tromperie; que c'est une calomnie atroce contre la nature, un blasphème contre le Créateur de l'Univers, le Dieu de la paix et de la concorde, de supposer qu'il auroit créé deux grandes Nations et les auroit placées l'une près de l'autre sur ce globe, dans la seule vue cruelle qu'elles vivroient dans une perpétuelle inimitié.

C'est avec la plus vive satisfaction que nous vous déclarons que nous avons suivi, et avec inquiétude, les progrès de votre glorieuse révolution depuis la première assemblée des notables jusqu'à présent; que nous avons été constamment et tour-à-tour agités par la crainte et l'espérance, à mesure que nous voyions l'approche de chaque grand événement, qui devoit inmanquablement affecter vos intérêts les plus essentiels; et si notre pouvoir eût égalé notre bonne volonté et nos inclinations, avec quel empressement nous aurions volé à votre secours pour seconder vos nobles efforts dans la conquête de la liberté, dont l'amour enflamme nos cœurs dans ce moment!

Au milieu de toutes les vicissitudes de la fortune auxquelles cette grande et unique révolution devoit naturellement être exposée, l'espérance ne nous a jamais abandonnés. Nous croyions voir, dans chaque grand événement, le doigt de la Providence en tracer le vaste plan, et son bras tout-puissant étendu pour vous garantir des coups qu'on ne cessoit de porter à vos vertueux et patriotiques efforts. Menacés par une armée redoutable d'ennemis au-dehors; travaillés, agités par une foule d'ennemis encore plus redoutables, encore plus des-

tructeurs, les traîtres intérieurs et les *prétendus amis*, au-dedans, nous avons considéré votre situation avec la plus vive, la plus compatissante sensibilité; et après avoir suivi d'un œil inquiet le vaisseau de l'État dans sa course dangereuse, craignant sans cesse qu'en évitant le gouffre de Scylla, il ne vint se briser sur les rochers de Carybde, nous l'avons vu, avec une joie indicible, échapper à l'un et à l'autre; et nous bénissons l'heureux moment qui nous a délivrés de nos craintes à votre égard.

Pendant tout le temps si intéressant, dans lequel il s'agissoit du sort, des droits de tant de millions d'hommes (car nous regardons la cause des Français comme celle de l'humanité entière) nous avons rougi en pensant qu'il a pu se trouver des Anglais assez dégénérés des principes de leurs ancêtres, pour oser défendre publiquement l'injuste invasion de votre pays par le matamore Brunswick et les autres satellites du despotisme, et sur-tout pour calomnier et chercher à avilir une grande Nation offensée et vertueuse, parce qu'elle défend ses droits, parce qu'elle fait tous ses efforts pour défendre la plus glorieuse cause dont les hommes aient jamais entrepris la défense, et pour repousser l'attaque la plus révoltante, la plus injuste et la plus infâme qui ait jamais déshonoré les annales de l'histoire et de la justice; attaque dans laquelle les agresseurs n'avoient pas plus de droit de leur côté que n'en a le voleur de grand-chemin, quand il présente son pistolet au voyageur surpris, tremblant et fatigué. — Leur seul droit est la force.

Mais, Citoyens et Frères, ce ne sont pas là les sentimens du Peuple anglais: nous vous prions de le croire. Cette opinion impie est l'ouvrage de ces

malheureux libellistes qui vendroient leur liberté et celle de tous les hommes à toute Puissance qui paieroit le mieux. . . . leur voix. Chaque jour, à chaque instant, ils répandent les mêmes poisons sur ceux de leurs compatriotes qui ont le courage de parler ou d'écrire en faveur de la liberté et contre les procédés infâmes des cours. Nous les connoissons et nous les méprisons. Nous vous prions d'en faire autant. Ce sont les plus viles reptiles. Leur courage sont des outrages, et leurs calomnies des éloges ; enfin, ce sont les prôneurs de Burke,

Pour éviter le risque d'être enveloppés dans le reproche que des procédés aussi lâches et aussi malveillans ne peuvent manquer d'élever dans l'esprit d'une grande et généreuse Nation, nous venons nous disculper, et vous assurer, généreuse Assemblée de patriotes, que nous ressentons la joie la plus vive toutes les fois que nous recevons la nouvelle d'un événement, quel qu'il soit, qui peut tendre à votre avantage ou au succès de vos mesures ; et que si nous étions *actuellement* engagés dans la même cause, au lieu de l'être *éventuellement*, nous ne pourrions être plus ardens ni plus sincères dans nos souhaits pour votre bonheur,

Vous avez déjà la promesse de notre cœur qu'elle gardera la plus exacte neutralité tant que durera la guerre à laquelle vous avez été si injustement forcés. Nous nous flattons que vous pouvez entièrement compter sur ces assurances, parce que nous ne voyons pas sous quel prétexte, par quelle raison, elle peut ou pourroit entrer dans une ligue aussi détestable, et se mêler du gouvernement intérieur d'une grande Nation indépendante. Vous

avez eu cependant, et tout récemment, des preuves trop répétées et trop positives du parjure des rois, de la duplicité et de l'intrigue des favoris qui les environnent, pour mettre trop de confiance dans leurs promesses, ou pour être surpris quand ils y manquent. L'histoire prouve que les rois et leurs ministres ne gardent la foi qu'ils ont solennellement donnée, qu'autant que cela convient à leurs intérêts, ou bien que cela plaît à un parasite favori ou à une concubine.

Nos *directeurs* ont eu la folie de nous montrer les dents, quoiqu'ils n'osent pas mordre; mais ce n'étoit probablement que pour contrarier et pour inquiéter les amans et les fils de la Liberté chez nous. — Les hommes par lesquels nous apprenons chaque jour des nouvelles, évidemment à leurs gages, sont les seuls qui ont noirci votre Nation d'une manière aussi infâme qu'on peu méritée. La calomnie, la méchanceté sont devenues d'autant plus atroces dans leurs bouches, qu'ils avoient besoin de se débarrasser d'un venin qui les auroit tués, s'ils n'avoient trouvé moyen de l'évacuer. Malheureusement pour eux, ils ont entouré, ils ont pris vos armées victorieuses au moment où les braves, les généreux guerriers qui les composent, chassoient leurs téméraires assaillans comme des moutons devant eux; et ils ont noirci du nom de sédition tous les Anglais qui n'ont pas mis une confiance implicite dans leur fausseté, parce qu'elle leur venoit de la part d'un ambassadeur qui semble avoir été aussi dupe qu'eux. — Mais ces actes sont ceux d'une faction sans principes, et non ceux du Peuple anglais. Citoyens et frères, regardez-les avec le mépris qu'ils méritent. La foi qu'ils ont engagée est celle de la Nation; Adresse d'une Société anglaise.

et nous espérons, nous sommes bien persuadés ; qu'ils n'oseront pas badiner avec elle. Cependant, comme nous ne pouvons répondre des événemens qui ne dépendent pas de nous, cette société composée de plusieurs milliers de négocians, d'artisans, de manufacturiers, et d'ouvriers de toute espèce, qui savent qu'ils composent le corps le plus utile et le plus nombreux, et forment avec ceux de la même classe la force et la puissance d'un État, vous prient d'être assurés que, si cette foi ainsi solennellement engagée venoit à être rompue par perfidie, nous regarderions cet acte comme une déclaration de guerre contre nos propres libertés, et nous emploierions toute l'influence que nous avons et tous les moyens légaux qui sont en notre pouvoir, pour arrêter le bras qui seroit levé contre vous, et pour détourner le mal auquel on auroit visé, avec le même zèle et la même ardeur que s'il nous eût été adressé à nous-mêmes.

Ces sentimens étant la suite de la plus vive sensibilité et du patriotisme le plus ardent, seront reçus de votre part, nous l'espérons, avec le plaisir que nous vous les offrons, et que chacune des deux Nations ne visera qu'à une union d'intérêt qui doit être un jour avantageuse à l'une et à l'autre. Le voile de l'erreur une fois déchiré, nous ne pouvons rester plus long-temps aveugles sur nos vrais intérêts. Nous avons trop long-temps souffert tous les deux des animosités excitées par sa perfidie, et entretenues par la fraude. — Eloignons de nous d'aussi vils instrumens d'inimitié et de malheurs pour l'humanité, et soyons dorénavant les fils unis de la liberté et de la candeur, et les fermes et déterminés défenseurs des droits de l'homme.

(7)

En attendant, nous vous saluons et vous disons adieu. Puisse le Dieu des batailles guider et protéger vos armées, et les faire triompher de tous vos ennemis ! Puisse le Dieu de la sagesse, de la raison, de la vérité et de la justice, éclairer vos esprits, ô Sénateurs ! et donner à vos cœurs le vrai sentiment de vos devoirs envers vous, envers votre pays, envers la postérité ; et puissent vos noms devenir immortels, en formant une Constitution qui doit être éternellement l'admiration et l'envie de toutes les Nations !

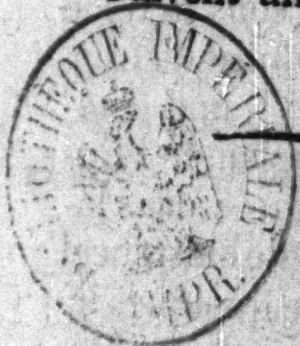
Signé, par ordre de la Société,

DAVID MARTIN, *Président ;*

JAMES HORSFIELD, *Secrétaire ;*

JOHN ALCOCH, *Trésorier.*

Suivent une infinité d'autres signatures.



Réponse du Président.

CONCITOYENS DU MONDE,

Vos adresses aux Représentans de la Nation française, les ont pénétrés d'une douce émotion. En m'imposant l'honorable devoir de vous le dire, ils me laissent le regret de n'exprimer qu'imparfaite-

ment ce que tous sentent avec énergie : et certes, quand on a l'honneur d'être Anglais ou Français, c'est un titre de plus à l'affection mutuelle qui doit régner entre les hommes.

Les savans de votre contrée se plaisent à parcourir le globe pour épier la nature : désormais, ils pourront visiter le Mont-Blanc, sans quitter leurs amis. Le jour où la Savoie libre s'est unie à nous, et le jour où les enfans de la fière Angleterre ont paru au milieu de nous, ont été pour la raison des jours de triomphe. Il ne manquoit à ces scènes attendrissantes, que d'avoir toute la Grande-Bretagne pour témoin de l'enthousiasme que nous inspirent le nom de la Liberté et celui d'un Peuple avec lequel nous allons cimenter une éternelle alliance.

La Convention nationale a cru témoigner sa satisfaction à des Anglais, en décrétant qu'on discuterait en leur présence le procès du dernier de nos tyrans. Il y a soixante siècles que les rois font la guerre à la liberté : les prétextes les plus misérables leur ont servi pour troubler la terre. Rappelons-nous avec horreur que, sous la reine Anne, une paire de gants tombés produisit d'étranges événemens ; que, sous Louis XIV, une fenêtre de travers suffit pour faire ensanglanter l'Europe. Hélas ! elle est si courte, la durée dans laquelle l'Éternel a circonscrit notre fragile existence ! Faut-il donc que l'ambition féroce de quelques individus puisse impunément empoisonner ou abrégger nos jours ? Mais, encore quelques momens, et les despotes et leurs canons seront muets : la Philosophie les dénonce à l'Univers ; et l'Histoire, souillée de leurs crimes, a donné leur signalement. Bientôt on écrira les annales des Peuples : elles seront celles de la vertu ; et, dans les fastes de la France,

une place est réservée aux témoignages de fraternité que nous donnent des Sociétés anglaises et irlandaises , et spécialement la Société constitutionnelle de Londres.

Estimables Républicains , les nouvelles publiques vous avoient raconté comment des fournisseurs infidèles avoient trompé notre loyauté , et réduit nos braves guerriers à un état déplorable. Les six mille paires de souliers que vous envoyez pour nos armées , sont un don patriotique qui n'avoit pas de modèle ; il ne pouvoit avoir pour auteurs que des hommes vertueux et libres : il vous assure des droits à notre gratitude. Ah ! si jamais on attente à votre liberté , parlez ; et nos phalanges victorieuses sur les rives du Rhin , de l'Escaut , du Var et de l'Isère , franchiront le Pas-de-Calais pour voler à votre défense.

Sans doute l'année nouvelle qui s'approche verra renaitre tous vos droits. La rentrée de votre parlement fixe nos regards. Nous espérons qu'alors la Philosophie tonnera par la bouche de l'Éloquence , et que les Anglais remplaceront la grande chartre du roi Jean , par la grande chartre de la nature.

Les principes sur lesquels se fonde notre République , ont été développés par des écrivains célèbres de votre nation. Nous nous sommes emparés de leurs découvertes dans l'art social , parce que les vérités révélées au Monde , sont la propriété du genre humain. Un peuple qui a mûri la raison , ne voudra pas une demi-liberté ; il refusera , sans doute , de capituler avec le despotisme.

Généreux Bretons , confédérons - nous pour le bonheur de l'humanité ; poursuivons tous les préjugés ; faisons filtrer les connoissances utiles dans toutes les branches de l'arbre social ; inspirons à

(10)

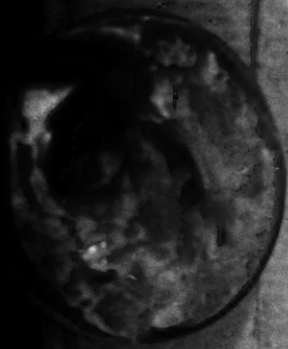
nos semblables le sentiment de leur dignité ; ap-
prenons-leur sur-tout que les vices sont les com-
pagnons inséparables de l'esclavage ; et comptons
qu'il secondera nos efforts , le Dieu de la Liberté
qui balance les destins des Empires , et tient en
main le sort des Nations.

Le président de la Convention nationale de
France ,

GRÉGOIRE.



DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.



CONVENTION NATIONALE.

A D R E S S E

DES ANGLOIS, DES ÉCOSSOIS,

ET DES IRLANDOIS,

Résidans & domiciliés à Paris,

A LA CONVENTION NATIONALE,

ET RÉPONSE DU PRÉSIDENT,

*SUIVIES du Discours prononcé à la barre de
la Convention par les Députés de la Société
constitutionnelle de Londres, de l'Adresse de
cette Société à la Convention, et de la
Réponse du Président.*

Séance du 28 Novembre 1792, l'an premier de la République
Française.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

CITOYENS LÉGISLATEURS,

Les Citoyens Britanniques & Irlandois, actuellement à
Paris, animés du sentiment de la liberté que vos prin-
cipes ont communiqué à la République française, se
Adresse.

A

(97)

sont réunis Dimanche 18 Novembre, pour célébrer les brillans succès de vos armes ; & ils ont unanimement pensé qu'il étoit de leur devoir d'offrir, aux représentans d'une aussi grande nation, le tribut de leurs félicitations sur des événemens qui intéressent essentiellement tous les peuples qui aspirent à être libres.

Recevez donc, citoyens législateurs, cet hommage pur & fraternel d'hommes qui ont toujours applaudi aux principes sacrés sur lesquels vous avez juré de fonder le nouveau gouvernement que vous allez donner à votre patrie.

Jusqu'ici les guerres n'ont été entreprises que pour assouvir les passions les plus viles, aussi n'ont-elles été conduites que par les moyens les plus iniques vous n'avez pris les armes que pour faire triompher la raison & la vérité.

C'étoit, sans doute, à la nation française qu'il appartenait d'affranchir l'Europe, & nous la voyons avec joie remplir ses grandes destinées ; espérons que les troupes victorieuses de la liberté ne poseront les armes, que lorsqu'il n'y aura plus ni tyrans, ni esclaves.

De tous ces prétendus gouvernemens, ouvrage de la fraude des prêtres & des tyrans coalisés, il ne restera bientôt qu'un honteux souvenir. Les peuples, éclairés par votre exemple, rougiront d'avoir courbé si long-temps des têtes serviles sous un joug avilissant pour la nature humaine.

Nos vœux, citoyens législateurs, nous rendent impatiens de voir le moment heureux de ce grand changement, dans l'espoir qu'il ne sera pas plutôt arrivé, que nous verrons se former une union étroite entre la République Française & les Nations Anglaises, Ecossoise & Irlandaise ; union qui ne pourroit manquer d'assurer à l'Europe entière la jouissance des droits de l'homme, & d'établir sur les bases les plus solides la paix universelle.

Nous ne sommes pas les seuls animés de ces senti-

(3)

mens ; nous ne doutons pas qu'ils ne se manifestent également, chez la grande majorité de nos compatriotes, si l'opinion publique y étoit consultée comme elle devoit l'être dans une Convention nationale.

Quant à nous, qui faisons dans ce moment notre résidence à Paris, nous saisissons avec joie cette occasion, pour déclarer que dans tout le cours de la révolution, & n'obstant le brusque départ de notre ambassadeur, ou plutôt de l'ambassadeur de la cour de Londres, nous avons constamment éprouvé de la part de la nation Française les sentimens de la cordialité la plus franche, & de l'amitié la plus sincère.

Paris, 24 Novembre 1792.

L'an 1^{er}. de la République Française.

Réponse du président.

CONCITOYENS DU MONDE,

En exprimant à la république française, dans la personne de ses représentans, vos sentimens de fraternité, vous félicitez une famille qui s'accrut hier de quatre cent mille individus que la nature avoit placés dans notre sein, que le despotisme en avoit arrachés, que la liberté y a ramenés. Ce sont autant d'amis de plus qui vous sont acquis. Oui, vous êtes ici au milieu de vos frères : la nature & les principes rapprochent de nous l'Angleterre, l'Ecosse & l'Irlande ; que ce cri de l'amitié retentisse dans les deux républiques.

A 2

Les vœux que vous formez pour la délivrance des peuples se réaliseront. La race impie des oppresseurs a poursuivi la liberté de l'homme jusques dans l'asyle de sa pensée; mais les peuples, relevant leurs fronts humiliés, comparent ce qu'ils sont & ce qu'ils peuvent être. Les principes font la guerre au despotisme, qui tombera sous les coups de la philosophie. La royauté est ou détruite, ou agonisante sur des décombres féodaux; & la déclaration des droits, placée à côté des trônes, est un feu dévorant qui va les consumer. Estimables républicains, félicitez-vous en pensant que la fête que vous avez célébrée en l'honneur de la révolution française, est le prélude de la fête des nations.

*Discours des députés de la société constitutionnelle de
Londres.*

CITOYENS DE FRANCE,

Nous sommes députés par une société patriotique appelée *the society for constitutional information*, pour vous féliciter en son nom des triomphes de la liberté. Avant l'origine de votre révolution, cette société s'étoit longtemps occupée de ce grand intérêt, avec peu d'espérance de réussir. Jugez d'après cela des transports de sa reconnaissance, lorsque, graces aux admirables efforts de la nation française, elle a vu l'empire de la raison s'étendre, s'affermir, & promettre aux hommes vertueux, en assurant le bonheur de leurs semblables, que leurs travaux ne resteroient plus sans récompense.

D'innombrables sociétés du même genre se forment actuellement dans toutes les parties de l'Angleterre. Tous les esprits en reçoivent une impulsion générale qui les porte à fonder les abus du gouvernement, & à recher-

cher les moyens d'y remédier; moyens aussi simples que ces abus sont compliqués. D'après les exemples que la France a donnés, les révolutions vont devenir faciles; la raison va faire de rapides progrès, & il ne seroit pas extraordinaire si dans un intervalle beaucoup moins long que nous n'oserions le prédire, il arrivoit du continent des adresses de félicitation à une *Convention nationale en Angleterre*.

Nous sommes chargés aussi d'informer la convention nationale, que la société que nous représentons, a envoyé mille paires de souliers pour présenter comme don patriotique aux soldats de la liberté; ces souliers sont déjà arrivés à Calais. Il sera envoyé de plus, par la même société, pour le même objet, mille paires par semaine, au moins pour six semaines de suite. Nous demandons à qui il faut les adresser.

À Paris, 28 novembre, premier an de la République françoise.

La Société Constitutionnelle de Londres, à la Convention Nationale de France.

MANDATAIRES d'un peuple souverain, & bienfaiteurs de l'espèce humaine,

Nous nous trouvons heureux que la révolution françoise ait acquis un degré de perfection qui nous permette de vous donner ce titres, les seuls qui conviennent à de véritables législateurs. Les époques successives de votre régénération politique, ont toutes ajouté quelque chose aux triomphes de la liberté, & la glorieuse victoire du 10 août a enfin préparé les voies à une cons-

situation qui, nous l'espérons de vos lumières, sera fondée sur les bases de la nature & de la raison.

En considérant par quel amas d'impostures on s'est efforcé d'obscurcir l'esprit humain, vous ne pouvez être surpris de l'opposition que vous avez éprouvée de la part des tyrans & des esclaves. Ces deux classes d'individus ont employé contre vous les mêmes moyens. Hélas ! dans la combinaison des misères humaines, l'ignorance est en même-temps la cause & l'effet de l'oppression & de l'obéissance servile.

Ce qui se passe journellement prouve que vous avez conquis l'opinion de tous les peuples placés près de vous sur le continent ; que vous avez réellement pour amie la majorité de ces nations, que leur apparente inimitié n'est qu'une suite passagère de la violence exercée sur elles par leurs gouvernemens, & qu'elles n'attendent que le moment où vos armes les auront affranchies de la nécessité de vous combattre.

La situation des Anglais est moins déplorable. La main de l'oppression n'a pas encore osé leur ravir entièrement la liberté d'écrire, ni vous attaquer ouvertement. Tout de feu pour la cause que vous soutenez, nous vous faisons passer nos vœux les plus ardens pour qu'il ne manque rien à vos progrès & à votre réussite.

C'est en effet une cause sacrée ; nous la suivons avec amour, comme le gage du bonheur d'un peuple dont la nature a voulu faire notre ami, puisqu'elle en a fait notre plus proche voisin. Notre confiance s'y attache comme au lien d'une union fraternelle entre toutes les branches de la famille humaine, union à laquelle, si nos espérances ne sont pas vaines, nos compatriotes seront les premiers à concourir. Notre gouvernement a encore le pouvoir & peut-être la volonté de stipendier des plumes vénales pour nous contredire ; mais nous croyons, dans la sincérité de nos cœurs, exprimer les sentimens de

la majorité de la nation angloise. Un long système d'imposture a fatigué cette nation, & de folles guerres l'ont épuisée. Elle a appris à réfléchir que ces fleaux doivent l'être à des combinaisons que la nature reprouve, qui modifient la société d'après ses relations factices avec le gouvernement, & qu'ils ne sont point le résultat de la disposition naturelle des peuples, sous le rapport de leur situation respective.

Continuez, législateurs, de travailler au bonheur des hommes. Nous participerons à vos bienfaits; mais la gloire vous en appartiendra toute entière. C'est le prix de votre persévérance; c'est la récompense de la vertu. Les étincelles de liberté qui s'étoient conservées en Angleterre pendant plusieurs siècles, pareilles aux lueurs de l'aurore boréale, ne servirent qu'à rendre visible au reste de l'Europe l'obscurité qui le couvroit. Une lumière plus vive, image de la véritable aurore, jaillit au sein des républiques américaines; mais son éloignement l'empêchoit d'éclairer notre hémisphère. Il falloit, si la sagesse de votre langue nous permet d'achever ce parallèle, il falloit, disons-nous, que rayonnante de tous les feux du soleil au milieu de son cours, la révolution française déployât, soudain au centre de l'Europe, le résultat pratique des principes que la philosophie avoit semés dans l'ombre de la spéculation, & que confirme par-tout l'expérience. Par-tout son influence dissipe les nuages des préjugés, révèle les secrets du despotisme de tout genre, & crée à l'homme un nouveau caractère.

D'autres marcheront bientôt sur vos traces dans cette carrière d'utiles changemens; & les nations, sortant de leur léthargie, s'armeront, pour révéndiquer les droits de l'homme, de cette voix toute puissante à laquelle des hommes ne sauroient résister.

Réponse du Président.

Fiers, enfans d'une nation qui a illustré les deux mondes & donné de grands exemples à l'univers, vous nous apportez plus que des vœux, puisque le sort de nos guerriers a mérité votre sollicitude. Les défenseurs de notre liberté le seront un jour de la vôtre. Vous aviez des droits à notre estime, vous en avez à notre reconnoissance, & d'ailleurs les hommes libres n'oublieront jamais ce qu'ils doivent à la nation angloise.

Les ombres de Pym, de Hampden, de Sidney, planent sur vos têtes; & sans doute il approche le moment où des François iront féliciter la Convention nationale de la grande Bretagne.

Long-temps la discorde agitoit ses flambeaux entre l'Angleterre & la France, l'ambition des rois fomentant des haines nationales, vouloit faire oublier que l'Eternel n'a créé que des frères.

Vos îles furent autrefois, dit-on, arrachées au continent par un mouvement convulsif du globe, mais la liberté & l'amitié se replaçant sur les deux rives du détroit qui nous sépare, donnent la main à deux nations faites pour s'estimer & se chérir : la raison a commencé sa course majestueuse, elle ne s'arrêtera plus.

Généreux républicains, votre apparition au milieu de nous prépare des matériaux à l'histoire : elle mentionnera le jour où des citoyens d'une nation long-temps rivale, au nom d'une foule de leurs compatriotes, parurent au sein de l'assemblée des représentans du peuple françois ; elle racontera qu'à votre aspect tous nos cœurs se dilatèrent.

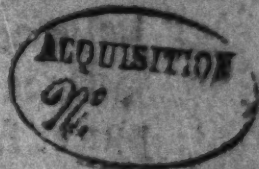
Dites à la société qui vous a députés, dites à tous vos compatriotes, que dans vos amis les François vous avez trouvé des hommes. La convention nationale vous invite à sa séance.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

CONVENTION NATIONALE.



ADRESSE



DES ANGLOIS, DES ÉCOSSOIS,
ET DES IRLANDOIS

Résidans & domiciliés à Paris,

A LA CONVENTION NATIONALE,

ET RÉPONSE DU PRÉSIDENT;

SUIVIES du Discours prononcé à la barre de la
Convention par les Députés de la Société Constitu-
tionnelle de Londres, de l'Adresse de cette Société
à la Convention, et de la Réponse du Président.

Séance du 28 Novembre 1792, l'an 1er. de la République Française.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

*Le même, même impression 8 pages in 8° la 6^e page
est occupée par la réponse du Président il y a quelques
différences elles sont notées dans cet exemplaire.*

CITOYENS LÉGISLATEURS

Les Citoyens Britanniques et Irlandois actuellement
à Paris, animés du sentiment de la liberté que vos prin-
cipes ont communiqué à la République Française, se
sont réunis Dimanche, 18 novembre, pour célébrer
les brillans succès de vos armes; et ils ont unanime-
ment adressé. (3)

A

Le

37

2

B

(9)
(aut. 20)

2
ment pensé qu'il étoit de leur devoir d'offrir, aux représentans d'une aussi grande nation, le tribut de leurs félicitations, sur des événemens qui intéressent essentiellement tous les peuples qui aspirent à être libres.

Recevez donc, citoyens législateurs, cet hommage pur et fraternel, d'hommes qui ont toujours applaudi aux principes sacrés sur lesquels vous avez juré de fonder le nouveau gouvernement que vous allez donner à votre patrie.

Jusqu'ici les guerres n'ont été entreprises que pour assouvir les passions les plus viles ; aussi n'ont-elles été conduites que par les moyens les plus iniques. Vous n'avez pris les armes que pour faire triompher la raison et la vérité.

C'étoit, sans doute, à la Nation Française qu'il appartenoit d'affranchir l'Europe, et nous la voyons avec joie remplir ses grandes destinées. Espérons que les troupes victorieuses de la liberté ne poseront les armes que lorsqu'il n'y aura plus ni tyrans ni esclaves.

De tous ces prétendus gouvernemens, ouvrage de la fraude des prêtres et des tyrans coalisés, il ne restera bientôt qu'un honteux souvenir. Les peuples, éclairés par votre exemple, rougiront d'avoir courbé si longtemps des têtes serviles sous un joug avilissant pour la nature humaine.

Nos vœux, citoyens législateurs, nous rendent impatiens de voir le moment heureux de ce grand changement, dans l'espoir qu'il ne sera pas plutôt arrivé, que nous verrons se former une union étroite entre la république française et les nations anglaise, écossaise et irlandaise ; union qui ne pourroit manquer d'assurer à l'Europe entière la jouissance des droits de l'homme, et d'établir sur les bases les plus solides la paix universelle.

Nous ne sommes pas les seuls animés de ces sentimens ; nous ne doutons pas qu'ils ne se manifestent

5
également chez la grande majorité de nos compatriotes, si l'opinion publique y étoit consultée comme elle devoit l'être dans une convention nationale.

Quant à nous, qui faisons dans ce moment notre résidence à Paris, nous saisissons avec joie cette occasion pour déclarer que, dans tout le cours de la révolution, et nonobstant le brusque départ de notre ambassadeur, ou plutôt de l'ambassadeur de la Cour de Londres, nous avons constamment éprouvé de la part de la nation françoise les sentimens de la cordialité la plus franche et de l'amitié la plus sincère.

Paris, 24 novembre 1792,
l'an premier de la République françoise.

Réponse du Président.

CONCITOYENS DU MONDE,

En exprimant à la République françoise, dans la personne de ses représentans, vos sentimens de fraternité, vous félicitez une famille qui s'accrut hier de 400 mille individus que la nature avoit placés dans notre sein, que le despotisme en avoit arrachés, que la liberté y a ramenés; ce sont autant d'amis de plus qui vous sont acquis; ainsi, vous êtes ici au milieu de vos frères; la nature et les principes rapprochent de nous l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande; que ce cri de l'amitié retentisse dans les deux Républiques.

Les vœux que vous formez pour la délivrance des peuples se réaliseront; la race impie des oppresseurs a poursuivi la liberté de l'homme jusque dans l'asyle de sa pensée; mais les peuples, relevant leurs fronts humiliés, comparent ce qu'ils sont et ce qu'ils peuvent être. Les principes font la guerre au despotisme.

4
qui tombera sous les coups de la philosophie. La royauté est ou détruite ou agonisante sur les décombres féodaux, et la Déclaration des Droits, placée à côté des trônes, est un feu dévorant qui va les consumer. Estimables Républicains, félicitez-vous en pensant que la fête que vous avez célébrée en l'honneur de la révolution française est le prélude de la fête des nations.

Discours des Députés de la Société constitutionnelle de Londres.

Citoyens de France,

Nous sommes députés par une société patriotique, appelée, *The Society for constitutional Information*, pour vous féliciter, en son nom, des triomphes de la liberté. Avant l'origine de votre révolution, cette société s'étoit long-temps occupée de ce grand intérêt, avec peu d'espérance de réussir. Jugez, d'après cela, des transports de sa reconnaissance, lorsque, grâce aux admirables efforts de la Nation Française, elle a vu l'empire de la raison s'étendre, s'affermir, et promettre aux hommes vertueux, en assurant le bonheur de leurs semblables, que leurs travaux ne resteroient plus sans récompense.

D'innombrables sociétés du même genre se forment actuellement dans toutes les parties de l'Angleterre. Tous les esprits en reçoivent une impulsion générale, qui les porte à sonder les abus du gouvernement et à rechercher les moyens d'y remédier; moyens aussi simples que ces abus sont compliqués. D'après les exemples que la France a donnés, les révolutions vont devenir faciles; la raison va faire de rapides progrès; et il ne seroit pas extraordinaire, si, dans un intervalle beaucoup moins

sur des décombres féodaux &c p 4

long que nous n'oserions le prédire, ¹il arrivât du continent des adresses de félicitations à une Convention nationale en Angleterre.

Nous sommes chargés aussi d'informer la Convention nationale, que la société que nous représentons a envoyé mille paires de souliers, pour présenter, comme don patriotique, aux soldats de la liberté, ces souliers sont déjà arrivés à Calais. Il sera envoyé de plus, par la même société, pour le même objet, mille paires par semaine, au moins pour six semaines de suite. Nous demandons à qui il faut les adresser.

Paris, 28 novembre,
l'an premier de la République française.

La Société constitutionnelle de Londres, à la Convention nationale de France.

MANDATAIRES d'un peuple souverain, et bienfaiteur de l'espèce humaine,

Nous nous trouvons heureux que la révolution française ait acquis un degré de perfection qui nous permette de vous donner ces titres, les seuls qui conviennent à de véritables législateurs. Les époques successives de votre régénération politique, ont toutes ajouté quelque chose aux triomphes de la liberté, et la glorieuse victoire du 10 août a enfin préparé les voies à une constitution qui, nous l'espérons de vos lumières, sera fondée sur les bases de la nature et de la raison.

En considérant par quel amas d'impostures on s'est efforcé d'obscurcir l'esprit humain, vous ne pouvez être surpris de l'opposition que vous avez éprouvée de la part des tyrans et des esclaves. Ces deux classes d'individus ont employé contre vous les mêmes moyens. Hélas, dans la combinaison des

¹ il arrivait du continent des adresses de félicitations p. 5.
² premier An de la République p. 5.
³ donner ce titre p. 5.

misères humaines, l'ignorance est en même temps la cause et l'effet de l'oppression et de l'obéissance servile.

Ce qui se passe journellement prouve que vous avez conquis l'opinion de tous les peuples placés près de vous sur le continent; que vous avez réellement pour amie la majorité de ces nations; que leur apparente inimitié n'est qu'une suite passagère de la violence exercée sur elles par leurs gouvernemens, et qu'elles n'attendent que le moment où vos armes les auront affranchies de la nécessité de vous combattre.

La situation des Anglois est moins déplorable. La main de l'oppression n'a pas encore osé leur ravir entièrement la liberté d'écrire, ni vous attaquer ouvertement. Tout de feu pour la cause que vous soutenez, nous vous faisons passer nos vœux les plus ardens, pour qu'il ne manque rien à vos progrès et à votre réussite.

C'est en effet une cause sacrée; nous la suivons avec amour, comme le gage du bonheur d'un peuple dont la nature a voulu faire notre ami, puisqu'elle en a fait notre plus proche voisin. Notre confiance s'y attache comme au lien d'une union fraternelle entre toutes les branches de la famille humaine, union à laquelle, si nos espérances ne sont pas vaines, nos compatriotes seront des premiers à concourir. Notre gouvernement a encore le pouvoir, et peut-être la volonté de stipendier des plumes vénales pour nous contredire; mais nous croyons, dans la sincérité de nos cœurs, exprimer les sentimens de la majorité de la nation angloise. Un long système d'imposture a fatigué cette nation, et de folles guerres l'ont épuisée. Elle a appris à réfléchir que ces fléaux doivent l'être à des combinaisons que la nature réprouve, qui modifient la société d'après ses relations factices avec le gouvernement, et qu'ils ne sont point

I seront les premiers à concourir p. 6

le résultat de la disposition naturelle des peuples ;
sous le rapport de leur situation respective.

Continuez , législateurs , de travailler au bonheur
des hommes. Nous participerons à vos bienfaits ;
mais la gloire vous en appartiendra toute entière.
C'est le prix de votre persévérance ; c'est la récom-
pense de la vertu. Les étincelles de la liberté , qui
s'étoient conservées en Angleterre pendant plusieurs
siècles , pareilles aux lueurs de l'aurore boréale ne
servirent qu'à rendre nuisible au reste de l'Europe
l'obscurité qui le couvroit. Une lumière plus vive ,
image de la véritable aurore , jaillit du sein des Ré-
publiques américaines ; mais son éloignement l'em-
pêchoit d'éclairer notre hémisphère. Il falloit , si la
sagesse de votre langue nous permet d'achever ce
parallèle , il falloit , disons-nous , que rayonnante
de tous les feux du soleil au milieu de son cours ,
la révolution française déployât soudain , au centre
de l'Europe , le résultat pratique des principes que
la philosophie avoit semés dans l'ombre de la spécu-
lation , et que confirme par-tout l'expérience. Par-tout
son influence dissipe les nuages des préjugés , révèle
les secrets du despotisme de tout genre , et crée à
l'homme un nouveau caractère.

D'autres marcheront bientôt sur vos traces , dans
cette carrière d'utiles changemens ; et les nations sor-
tant de leur léthargie , s'armeront pour revendiquer
les droits de l'homme , de cette voie toute puissante
à laquelle des hommes ne sauroient résister.

Réponse du Président

Fiers enfans d'une nation qui a illustré les
deux mondes , et donné de grands exemples à l'u-
nivers , vous nous apportez plus que des vœux
puisque le sort de nos guerriers a mérité votre sol-

1 les Etincelles de liberté qui d'abord &c p 7.
2 Jaillit au sein des Républiques américaines &c p 7.

licitude : les défenseurs de notre liberté le seront un jour de la vôtre. Vous aviez des droits à notre estime, vous en avez à notre reconnaissance ; et d'ailleurs les hommes libres n'oublieront jamais ce qu'ils doivent à la nation Anglaise.

Les ombres de Pym, de Hampden, de Sidney, planent sur vos têtes ; et sans doute il approche le moment où des Français iront féliciter la Convention nationale de la Grande Bretagne.

Long-temps la discorde agita les flambeaux entre l'Angleterre et la France ; l'ambition des rois fomentant les haines nationales, vouloit faire oublier que la terre n'a créé que des frères.

Vos isles furent autrefois, dit-on, arrachées au continent par un mouvement convulsif du globe ; mais la liberté et l'amitié, se replaçant sur les deux rives du détroit qui nous sépare, donnent la main à deux nations faites pour s'estimer et se chérir : la raison a commencé sa course majestueuse ; elle ne s'arrêtera plus.

Généreux Républicains, votre apparition au milieu de nous prépare des matériaux à l'histoire ; elle mentionnera le jour où des citoyens d'une nation long-temps rivale, au nom d'une foule de leurs compatriotes, parurent au sein de l'Assemblée des représentans du peuple français : elle racontera qu'à votre aspect tous nos cœurs se dilatèrent.

Dites à la société qui vous a députés, dites à tous ses compatriotes, que dans vos amis les Français vous avez trouvé des hommes.

La Convention nationale vous invite à sa séance.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

1^{re} La discorde agitant les flambeaux entre p 8.
2^e à tous vos compatriotes que dans p 8

1006 2

CONVENTION NATIONALE.

R A P P O R T
DE JEAN FERAUD,

DÉPUTÉ DU DÉPARTEMENT DES
HAUTES-PYRÉNÉES,

AU NOM DU COMITÉ DE PÉTITIONS
ET DE CORRESPONDANCE.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CONVENTION.

A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE NATIONALE,

Le 37
2
B

Adresses

1792.

1571

RECEIVED FEB 11 1900

DECEMBER 1941

[illegible]

68-1079-1A

UNION DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

ET DE CATHOLICIS

LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CHICAGO

312 A 9 A

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

205

R A P P O R T DE JEAN FERAUD,

DÉPUTÉ DU DÉPARTEMENT DES
HAUTES-PYRÉNÉES,

AU NOM DU COMITÉ DE PÉTITIONS
ET DE CORRESPONDANCE.

CITOYENS,

Le Comité de Pétitions et Correspondance m'a
chargé de vous présenter l'analyse d'une partie des
nombreuses adresses qui ont été renvoyées à ses

4

bureaux. Une semblable analyse vous sera présentée toutes les semaines.

Sur Louis Capet, voici ce que disent 1°. les habitants de Craon :

“ Nos Législateurs n'avoient pas eu la force ou
” la hardiesse de terrasser le monstre qui vouloit
” nous dévorer : ils avoient coupé quelques têtes ;
” mais elles renaissoient, et renaîtront toujours, si
” vous ne vous hâtez de les abattre toutes d'un seul
” coup ”.

2°. Les amis de l'Egalité et de la Liberté de Pithiviers : “ Les manes de nos frères victimes de la perfidie de ce lâche assassin et de ses complices,
” crient vengeance : nous la sollicitons ; que ce
” traître tombe sous le glaive de la loi ”.

3°. Les citoyens de la ville de Bourg se bornent à demander l'incarcération perpétuelle de Louis Capet et de sa famille, dans le cas où l'on se décideroit à le juger : c'est aux erreurs de son éducation qu'il faut, principalement disent-ils, attribuer ses crimes.

4°. Les républicains de la ville de Rennes s'expriment ainsi : “ Un grand coupable reste à punir ;
” il étoit Roi, il assassina son peuple ; sa vie
” n'est désormais que l'espoir des traîtres et l'aliment
” du crime. ”

Contre les dictateurs, les triumvirs, les tribuns, les protecteurs :

“ Précipitez-les, précipitez-les du haut de la
” Roche Trapeïenne, s'écrient les républicains de
” la ville de Provins ; frustrez de toute espérance
” ces hommes pervers, qui ne connoissant pas assez
” les vrais intérêts du Peuple voudroient nous donner
” un triumvirat, une dictature : qu'ils tremblent, ces

„ scélérats ! Comment se fait-il que Paris, si fameux
 „ par son patriotisme, par sa haine pour tous les
 „ tyrans, semble aujourd'hui chercher une autre
 „ idole que celle de la loi ? Nous le jurons, rien
 „ ne pourra nous séparer de nos frères des 83 Dépar-
 „ temens ; mais aussi rien ne pourra nous faire recon-
 „ noître un dictateur ni un triumvir „.

Tels sont les sentimens exprimés par plusieurs so-
 ciétés amies de la Liberté et de l'Egalité, et notam-
 ment par celle de Nevevegers et Cherbourg.

Les mêmes républicains de Rennes, en applaudis-
 sant aux décrets contre les émigrés, s'écrient :
 „ Malheur aux factieux qui, oubliant le plus saint
 „ des devoirs, portent même au sein de la Con-
 „ vention le désordre honteux qui consterne la Répu-
 „ blique ! Ceux-là, quels qu'ils soient, conspirent
 „ contre la gloire et l'intérêt public ; leur nom doit
 „ disparaître de la liste des hommes de bien „. Les
 sections de la ville du Havre ajoutent : „ Qu'ils
 „ fuent la terre de la Liberté, ces prédicateurs anar-
 „ chistes, ces promoteurs de la loi agraire, ces
 „ provocateurs au meurtre, à l'incendie, vendus à
 „ Coblenz : ils ne sont pas dignes de respirer l'air
 „ que nous respirons ; ils ne sont pas dignes d'être
 „ Français „.

Des citoyens de Péronne vous écrivent : „ Que les
 „ agitateurs tremblent et frémissent ! ils ne souille-
 „ ront pas long-temps un pays où vous avez commandé
 „ le respect des propriétés et des personnes, où vous
 „ rétablirez d'une main ferme le règne de la loi. Nous
 „ n'ignorions pas, en jurant le gouvernement répu-
 „ blicain, qu'il est très-exposé aux troubles et aux
 „ factions ; mais le serment que nous avons prêté
 „ contient l'engagement formel de détruire les fac-
 „ tions „.

Rapport de J. Feraud.

„ tieux et les agitateurs. Les Catilina, les Comwell,
 „ nous sont odieux ; et des républicains ne doivent
 „ pas plus se laisser séduire par la réputation et
 „ les caresses des uns, que trembler devant la barba-
 „ rie et les poignards des autres. „

„ Périssent tous ceux qui ne servent leur patrie
 „ que pour se ménager l'odieux moyen de l'asservir! „
 Telle est l'imprécation des amis de la Liberté et de
 l'Egalité, de Cherbourg.

„ Une poignée d'agitateurs, disent les citoyens et
 „ corps administratifs de Villefranche, pourroit-elle
 „ vous intimider? ils sont aussi lâches que ceux qui
 „ les soudoient. N'oubliez pas qu'ils étoient cachés le
 „ 10 août, et qu'ils ne se sont montrés que le
 „ 2 septembre „.

Si le décret qui déclare le principe d'une force
 départementale autour des dépôts nationaux, des
 caisses publiques et de la Convention, est réprouvé
 par les Sans-Culottes républicains de la ville de Civrac,
 département de la Vienne, et dans une adresse signée
 de plusieurs citoyens, sans désignation de lieu, qui
 pensent qu'il ne vous faut pas de garde pour faire
 des lois, (ce sont leurs expressions.) ; les sociétés
 populaires de Viens, département des Bouches-du-
 Rhône, et de la ville de Baïonne; les citoyens libres
 du Puy et ceux de Nevers, déclarent, les uns que
 ce décret est un des plus fermes appuis de la Liberté;
 les autres, qu'ils sont prêts à marcher, et qu'il est
 instant qu'ils soient bientôt réunis aux hommes du
 14 juillet et du 10 août, pour écraser ensemble ces
 êtres malfaisans qui ne veulent ni les lois ni la liberté;
 qui, nés de l'anarchie, s'agitent en tout sens pour la
 prolonger, et ne fondent leur existence que sur le

7
mal qu'ils font, ou sur le bien qu'ils empêchent de faire.

Enfin vos commettans sollicitent une prompte organisation de l'éducation publique, et appellent votre attention sur les diverses branches de l'administration commerciale, agricole et industrielle; tous applaudissent et adhèrent aux décrets qui abolissent la royauté, établissent la république, et assurent l'inviolabilité des personnes et des propriétés; tous fondent leur espérance sur la Convention nationale, et l'investissent de leur confiance.

Un trait digne d'éloge terminera ce rapport. Une grande quantité de citoyens de la ville de Tarbes, département des Hautes-Pyrénées, que leur âge dispensoit de l'enrôlement civique, ont caché cet âge, et sont venus se ranger sous les drapeaux de la Liberté, pour voler là où les besoins de la patrie les appelleront. Qu'il me soit permis de dire que c'est aux excellentes prédications, aux encouragemens patriotiques de la Société, vraiment républicaine, de cette ville, et au républicanisme qui éclaire ses autorités constituées, que nous sommes redevables d'un si bel exemple.

Ces adresses sont souscrites par les corps électoraux du département d'Eure-et-Loire, et des districts de Muret et Belvert;

Des conseils généraux et directoires des départemens du Jura, du Puy-de-Dôme, du Haut-Rhin, des Hautes-Pyrénées, du Morbihan et de Corse;

Des corps administratifs et judiciaires de Rennes, Dourdan, Hazebrouck, Pons et le Puy;

Des districts de Fresnay, Loudeau, Castelnau-dary, Panarges, Sablé, Saint-Malo, Saveney, Semur, isles d'Hières et Moulins;



Des communes, municipalités ou conseils-généraux
de Bergues, Bapaume, Cuiseau, Craon, Marvejols,
Riom, Soissons, Cette, le Vigan, Bourganeuf, Reau-
mont d'Isère, Laroche-de-la-Neuville, Ste.-Anne,
Soissons, Chouarre, Rhodès, Pont-de-l'Arche,
Marennes, Tarbes, Rebais-en-Brie, Brie, Bourg,
Lyon, St.-Andel, St. Céré, Auterive, Dorsseny,
Honfleur, St.-Martin-de-Brava, Tournon;

Des Sociétés populaires de Rhodès, de St.-Céré,
Civray, Rennes, Baïonne, Bois-Commun, Laon,
Larochelle, Mirande, Pithiviers, Provins, Troyes,
Tartas, Château-Roux, Cremieu, Strasbourg, St.-
Andel, Crêci, Cherbourg, Douai, Layrac, Niveget,
Philippeville, Pui, Rennes, St. Luste, Tonax;

De citoyens d'Alençon, Péronne, George, Langon,
Lons-le-Saulnier, Notre-Dame-de-Lille, Puy, Sau-
veur, Sarvies, Souterraine, Villefranche, Vinard.

*L'Assemblée décrète l'impression du Rapport, et la
mention honorable au procès-verbal.*

*DONS offerts à la Convention nationale depuis et
compris le 10 Novembre, jusqu'à ce jour.*

Les citoyens Jean-Chaussi, Dieupart, Delestre,
Gaudet, Nicolas Bouché, Dumesnil-Dhérouville,
Lée, Bartet, Guilhermel, Nannœuvre, Menard,
Lemaust, Legris, Rivaux, Clebsattel, Bourgines,
le maire de Vic-Fezenzac, Troette, Bourgoin,
Pechiora, Egalité, et huit anonymes, ont offert.

9
pour les frais de la guerre, leur décoration mili-
taire; en tout, 39

Le citoyen Egalité a offert de plus
deux grands colliers de l'Ordre du
Saint-Esprit, et quatre grandes croix
du même Ordre.

Un anonyme a offert une médaille
en or.

Un autre, dix-sept épau-
lettes, dix-neuf contre-épau-
lettes en or, trois
épaulettes et trois contre-épau-
lettes en argent.

Le citoyen Makketros, deux épau-
lettes et une dragone en argent.

Abandons.

Le citoyen Ginoux, électeur du département de
la Drome, a abandonné une rente
de 60 l.

Le citoyen, Fortier, Tapissier à
Paris, abandonne 10,704 liv. qui lui
sont dues par le ci-devant marquis
du Crest.

10,704

La commune d'Ancenis a donné
les deux guidons des chasseurs des
Alpes.

Dons pour les infortunés de Lille.

La commune de Saint-Méry, district de Melun,
ci, 230 l.

<i>D'autre part,</i>	230 l.
La citoyenne Sarrasin,	230
Le curé de la paroisse de Plouër, département du Morbihan,	120
Le citoyen Barguin,	40
Le troisième bataillon de Lot-et-Garonne,	655
Le citoyen Saunier.	50
Les gendarmes des Bouches-du-Rhône,	470
Plusieurs professeurs de la faculté des arts de Paris,	1,821
Le citoyen Lucé,	180
La société des amis de la Liberté et de l'Egalité de Saintes,	830
Total,	<hr/> 4,626 liv.

Pour les veuves et orphelins de la journée du 10 août.

Le conseil-général de la commune de Chartres.	1,676 l. 16 s.
La garde nationale de Beauvais,	753 18
Le second bataillon de volontaires nationaux de la Meurthe, (en écus)	600
Total,	<hr/> 3,030 l. 14 s.

Pour la guerre.

Un citoyen de Champlitte,	100 l. s.
Le citoyen Saunier,	24
Le citoyen Marque,	5
Pierre-François Quatresols.	100 4

<i>Ci-contre</i>	229 l. 4 s.
Les ouvriers des ateliers de Perrier,	67 10
Un grenadier du camp de Maubeuge, un écu de	6
Un Gênois, en argent,	120
Un Suisse, un écu de	6
Le théâtre de Molière,	172 15
Le citoyen Berville,	600
Jean Troette,	200
Edmond Materne Schleich,	100
Le citoyen Helfflinger,	300
Un anonyme, en argent,	24
Total,	1,825 l. 9 s.

Pour les Lillois,	4,626 l. s.
Pour les veuves du 10,	3,030 14
Pour la guerre,	1,825 9
Abandons,	10,764

Total général, 20,246 l. 3 s.

Certifié conforme au bordereau original, vérifié par les citoyens secrétaires de la Convention, et resté en mes mains. Paris, ce 18 Novembre, l'an premier de la République française.

Signé, DUCROIST, Receveur des Dons patriotiques.



CONVENTION NATIONALE.

R A P P O R T

DE JEAN FER A U D

DÉPUTÉ DU DÉPARTEMENT DES
HAUTES-PYRÉNÉES,

AU NOM DU COMITÉ DE PÉTITIONS
ET DE CORRESPONDANCE.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CONVENTION.

CITOYENS,

Le comité de pétitions et correspondance m'a chargé de vous
présenter l'analyse d'une partie des nombreuses adresses qui ont
été renvoyées à ses bureaux. Une semblable analyse vous sera
présentée toutes les semaines.

Sur Louis Capet, voici ce que disent 1^{er}. les habitans de Craon :
« Nos législateurs n'avoient pas eu la force ou la hardiesse de
« terrasser le monstre qui vouloit nous dévorer : ils avoient
« coupé quelques têtes ; mais elles renaissoient, et renaîtront

A

Le 37

2
B

20.28

„ toujours , si vous ne vous hâtez de les abattre toutes d'un
„ seul coup „.

2°. Les amis de l'égalité et de la liberté, de Pithiviers : „ Les
„ manes de nos frères victimes de la perfidie de ce lâche assassin
„ et de ses complices , crient vengeance : nous la sollicitons ; que
„ ce traître tombe sous le glaive de la loi „.

3°. Les citoyens de la ville de Bourg se bornent à demander
l'incarcération perpétuelle de Louis Capet et de sa famille , dans
le cas où l'on se décideroit à le juger : c'est aux erreurs de son
éducation qu'il faut principalement , disent-ils , attribuer ses
crimes.

4°. Les Républicains de la ville de Rennes s'expriment ainsi :
„ Un grand coupable reste à punir : il étoit roi , il assassina son
„ peuple ; sa vie n'est désormais que l'espoir des traîtres et l'ali-
„ ment du crime. „.

Contre les dictateurs , les triumvirs , les tribuns , les protec-
teurs :

„ Précipitez-les , précipitez-les du haut de la Roche Tar-
„ péienne , s'écrient les Républicains de la ville de Provins ;
„ frustrez de toute espérance ces hommes pervers , qui ne con-
„ noissant pas assez les vrais intérêts du peuple voudroient nous
„ donner un triumvirat , une dictature ; qu'ils tremblent , ces
„ scélérats ! Comment se fait-il que Paris , si fameux par son
„ patriotisme , par sa haine pour tous les tyrans , semble aujour-
„ d'hui chercher une autre idole que celle de la loi ? Nous le
„ jurons , rien ne pourra nous séparer de nos frères des 83 dé-
„ partemens ; mais aussi rien ne pourra nous faire reconnoître
„ un dictateur ni un triumvir „.

Tels sont les sentimens exprimés par plusieurs sociétés amies
de la liberté et de l'égalité , et notamment par celle de Neveve-
gers et Cherbourg.

Les mêmes Républicains de Rennes , en applaudissant aux
décrets contre les émigrés , s'écrient : „ Malheur aux factieux
„ qui , oubliant le plus saint des devoirs , portent même au
„ sein de la Convention le désordre honteux qui consterne la
„ République ! Ceux-là , quels qu'ils soient , conspirent contre
„ la gloire et l'intérêt public ; leur nom doit disparaître de la
„ liste des hommes de bien „. Les sections de la ville du Havre
ajoutent : „ Qu'ils fuient la terre de la liberté , ces prédicateurs
„ anarchistes , ces promoteurs de la loi agraire , ces provoca-
„ teurs au meurtre , à l'incendie , vendus à Coblentz ; ils ne sont
„ pas dignes de respirer l'air que nous respirons ; ils ne sont
„ pas dignes d'être Français „.

Des citoyens de Péronne vous écrivent : « Que les agitateurs
 » tremblent et frémissent ! ils ne souilleront pas long temps un
 » pays où vous avez commandé le respect des propriétés et des
 » personnes , où vous rétablirez d'une main ferme le règne de la
 » loi. Nous n'ignorons pas, en jurant le gouvernement répu-
 » blicain , qu'il est très-exposé aux troubles et aux factions ;
 » mais le serment que nous avons prêté contient l'engagement
 » formel de détruire les factieux et les agitateurs. Les Catilina,
 » les Cromwell, nous sont odieux ; et des Républicains ne
 » doivent pas plus se laisser séduire par la réputation et les
 » caresses des uns , que trembler devant la barbarie et les poi-
 » gnards des autres ».

« Périssent tous ceux qui ne servent leur patrie que pour se
 » ménager l'odieux moyen de l'asservir ! » Telle est l'impréca-
 » tion des amis de la liberté et de l'égalité , de Cherbourg.

« Une poignée d'agitateurs , disent les citoyens et corps ad-
 » ministratifs de Villefranche , pourroit-elle vous intimider ?
 » ils sont aussi lâches que ceux qui les soudoient. N'oubliez
 » pas qu'ils étoient cachés le 10 août , et qu'ils ne se sont montrés
 » que le 2 septembre ».

Si le décret qui déclare le principe d'une force départemen-
 tale autour des dépôts nationaux , des caisses publiques et de la
 Convention , est réprouvé par les Sans-Culottes républicains de
 la ville de Civrac , département de la Vienne , et dans une
 adresse signée de plusieurs citoyens , sans désignation de lieu ,
 qui pensent qu'il ne vous faut pas de garde pour faire des lois ,
 (ce sont leurs expressions) les sociétés populaires du Viens ,
 département des Bouches-du-Rhône , et de la ville de Bayonne ;
 les citoyens libres du Puy et ceux de Nevègè , déclarent , les
 uns que ce décret est un des plus fermes appuis de la liberté ;
 les autres qu'ils sont prêts à marcher , et qu'il est instant qu'ils
 soient bientôt réunis aux hommes du 14 juillet et du 10 août ,
 pour écraser ensemble ces êtres malfaisans qui ne veulent ni les
 lois ni la liberté ; qui , nés de l'anarchie , s'agitent en tout sens
 pour la prolonger , et ne fondent leur existence que sur le mal
 qu'ils font , ou sur le bien qu'ils empêchent de faire ,

Enfin vos commettans sollicitent une prompte organisation de
 l'éducation publique , et appellent votre attention sur les diverses
 branches de l'administration commerciale , agricole et indus-
 trielle ; tous applaudissent et adhèrent aux décrets qui abolissent
 la royauté , établissent la république , et assurent l'inviolabilité
 des personnes et des propriétés ; tous fondent leur espérance
 sur la Convention nationale , et l'investissent de leur confiance.

4

Un trait digne d'éloge terminera ce rapport. Une grande quantité de citoyens de la ville de Tarbes, département des Hautes-Pyrénées, que leur âge dispensoit de l'enrôlement civique, ont caché cet âge, et sont venus se ranger sous les drapeaux de la liberté, pour voler là où les besoins de la patrie les appelleront. Qu'il me soit permis de dire que c'est aux excellentes prédications, aux encouragemens patriotiques de la société, vraiment républicaine, de cette ville, et au républicanisme qui éclaire ses autorités constituées, que nous sommes redevables d'un si bel exemple.

Ces adresses sont souscrites par les corps électoraux du département d'Eure-et-Loire, et des districts de Muret et Belvert ;

Des conseils généraux et directoires des départemens du Jura, du Puy-de-Dôme, du Haut-Rhin, des Hautes-Pyrénées, du Morbihan et de Corse ;

Des corps administratifs et judiciaires de Rennes, Dourdan, Hazebrouck, Pons et le Puy ;

Des districts de Fresnay, Loudeau, Castelnaudary, Panargès, Sablé, Saint-Malo, Saveney, Semur, isles d'Hières et Moulins ;

Des communes, municipalités ou conseils-généraux de Bergues, Bapaume, Cuiseau, Craon, Marvejols, Riom, Soissons, Cette, le Vigan, Bourgañeuf, Beaumont d'Isère, Laroche-de-la-Neuve, Sainte-Anne, Soissons, Chouarre, Rhodès, Pont-de-l'Arche, Marennes, Tarbes, Rebais-en-Brie, Brie, Bourg, Lyon, Saint-Andel, Saint-Céré, Anterive, Dorsseny, Honfleur, Saint-Martin-de-Brua, Tournon ;

Des sociétés populaires de Rhodès, de Saint-Céré, Civrai, Rennes, Baïonne, Bois-Commun, Laon, Larochelle, Mirande, Pithiviers, Provins, Troies, Tartas, Château-Roux, Cremieu, Strasbourg, Saint-Andel, Crèci, Cherbourg, Donai, Layrac, Niveger, Philippeville, Pui, Rennes, Saint-Luste, Tonax ;

De citoyens d'Aleçon, Péronne, George, Langon, Lons-le-Saulnier, Notre-Dame-de-Lille, Puy, Sauveur, Sarvies, Souveraine, Villefranche, Vinard.

L'Assemblée décrète l'impression du Rapport, et la mention honorable au procès-verbal.

*DONS offerts à la Convention nationale depuis et compris
le 10 Novembre, jusqu'à ce jour.*

Les citoyens Jean Chaussi, Dieupart, Delestre, Guadet, Nicolas Bouché, Dumesnil-Dhérouville, Lée, Bartet, Guilhermel, Nannœuvre, Menard, Lemaust, Legris, Rivaux, Clebsattel, Bourginés, le maire de Vic-Fezenzac, Troette, Bourgouing, Pechiora, Egalité, et huit anonymes, ont offert, pour les frais de la guerre, leur décoration militaire; en tout 30

Le citoyen Egalité a offert de plus deux grands colliers de l'ordre du Saint-Esprit, et quatre grandes croix du même ordre.

Un anonyme a offert une médaille en or.

Un autre, dix-sept épaulettes, dix-neuf contre-épaulettes en or, trois épaulettes et contre-épaulettes en argent.

Le citoyen de Makketros, deux épaulettes et une dragone en argent.

Abandons.

Le citoyen Ginoux, électeur du département de la Drôme, a abandonné une rente de 60 liv.

Le citoyen Fortier, tapissier à Paris, abandonne 10,704 liv. qui lui sont dues par le ci-devant marquis du Crest. 10,704

La commune d'Ancenis a donné les deux guidons des chasseurs des Alpes.

Dons pour les infortunés de Lille.

La commune de Saint-Méry, district de Melun,

La citoyenne Sarrasin,

Le curé de la paroisse de Plouëray, département du Morbihan,

Le citoyen Barguin,

Le troisième bataillon de Lot-et-Garonne,

Le citoyen Saunier,

Les gendarmes des Bouches-du-Rhône,

Plusieurs professeurs de la faculté des arts de Paris,

Le citoyen Lucé,

La société des amis de la liberté et de l'égalité de Saintes,

Total,

4,626 liv.

Pour les veuves et orphelins de la journée du 10 août.

Le conseil - général de la commune de Chartres,	1,676 liv. 16 s.
La garde nationale de Beauvais,	753 18
Le second bataillon de volontaires nationaux de la Meurthe, (en écus)	600
Total,	3,030 liv. 14 s.

Pour la guerre.

Un citoyen de Champlitte,	100 liv. s.
Le citoyen Saunier,	24
Le citoyen Marque,	5
Pierre-François Quatresols,	100 4
Les ouvriers des ateliers de Perrier,	67 10
Un grenadier du camp de Maubeuge, un écu de	6
Un Gènévois, en argent,	120
Un Suisse, un écu de	6
Le théâtre de Molière,	172 15
Le citoyen Berville,	600
Jean Troette,	200
Edmond Materne Schleich,	100
Le citoyen Helfflinger,	300
Un anonyme, en argent,	24
Total,	1,825 liv. 9 s.

Pour les Lillois,	4,626 liv. s.
Pour les veuves du 10,	3,030 14
Pour la guerre,	1,825 9
Abandons,	10,764

Total général, 20,246 liv. 3 s.

Certifié conforme au bordereau original, vérifié par les citoyens secrétaires de la Convention, et resté en mes mains Paris, ce 18 Novembre, l'an premier de la République française.

Signé, DUCROISI, Receveur des Dons patriotiques.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.



CONVENTION NATIONALE.

R A P P O R T

DE

J. FÉRAUD,

DÉPUTÉ DES HAUTES PYRÉNÉES,
AU NOM DU COMITÉ DES PÉTITIONS
ET CORRESPONDANCE.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CONVENTION
NATIONALE.

Au milieu des conjurations & des dangers qui entourent le berceau de la Liberté, c'est un beau & magnifique spectacle de voir toute une Nation se lever encore une fois pour lui faire un rempart, & le couvrir de toute sa puissance. Jamais Rome, jamais Sparte, si vantées par leur amour pour elle, n'offrirent à-la-fois des développemens si actifs, ni si énergiques. Le philosophe qui a dit « qu'un peuple qui vouloit sincèrement la liberté, étoit sûr d'être libre, » connoissoit bien la nature du cœur humain, & les forces des grandes associations.

S'il falloit, Citoyens Représentans, vous rendre un

A

Le 37
2
B

compte motivé de toutes les offrandes qui sont déposées sur l'autel de la Patrie, & dont la connoissance nous parvient tous les jours, il seroit impossible que les importans travaux qui vous occupent n'en souffrissent; nous avons pensé qu'il suffisoit de vous présenter le tableau analysé de ces offrandes, leur nature, leur destination, & le nom des donateurs. L'inscription honorable que vous décréterez, dédommagera ces bons Citoyens du rapport des motifs qui les animoient. Non, la Convention Nationale n'a pas besoin d'entendre, avec leur nom, leur exposition; elle fait d'avance, qu'ils sont le résultat du brûlant amour de la liberté qui les enflamme, de la plus grande haine contre la tyrannie, du concours de toutes les vertus civiques, & de l'accord de toutes les affections sociales.

Le tableau est inscrit à la suite du rapport.

C'étoit peu, pour des François, de réunir toutes leurs ressources pour la cause commune; il falloit encore répondre aux détracteurs de la volonté nationale, par l'expression de cette volonté elle-même; il falloit briser entre les mains des despotes coalisés contre nous, cette arme redoutable du préjugé royal qu'ils ont su si habilement manier jusqu'à ce jour. Qu'ils écoutent ces tyrans du monde, & les peuples qui sont encore dans leurs fers, l'éternelle vérité dont le Directoire du Département des Hautes-Pyrénées a été l'organe, en adhérant au Décret qui condamna Louis Capet.

« Si l'affervissement des peuples, disent-ils, est dû à la puissance usurpée de ceux qui les gouvernent, c'est à les combattre que les peuples doivent tourner toutes leurs forces, tous leurs efforts; la nature leur en fait un devoir, la raison le leur commande; & quand

la nature & la raison parlent , leur langage est un oracle que l'homme doit révéler ».

Ainsi donc , toutes les institutions attentatoires aux droits des peuples & à leur souveraineté , doivent être renversées. Anathème aux rois , aux tyrans , s'écrient toutes les autorités civiles & militaires de la ville de Perpignan ; anathème aux dictateurs , aux triumvirs , aux faux défenseurs de la République ; anathème à tous ceux qui , sous le titre de chef , de général , de protecteur , de stathouder , de prince , ou sous quelqu'autre titre que ce soit , voudroient usurper une supériorité , une prééminence quelconque sur leurs Concitoyens.

Nous jurons de défendre jusqu'aux derniers soupirs , la liberté , l'égalité , la souveraineté du peuple , dans toute son intégrité , l'unité , l'indivisibilité de la République , la sûreté des personnes , des propriétés , & de dénoncer , comme ennemis publics , tous ceux qui tiendront une conduite opposée à ces principes que nous avons déjà juré de maintenir.

Tel est à-peu-près l'expression du même serment prononcé par les braves Carabos (1) de la ville de Caen , réunis à la Société des Jacobins , & qui , ajoutent-ils , ne cesseront de veiller au salut de la République & au triomphe de la liberté & de l'égalité.

A ce serment redoutable & sacré , nous joindrons l'assentiment général qui se développe de plus en plus sur l'acte de justice qui appela le glaive de la loi sur

(1) Carabos , titre équivalent à celui des Sans - Culottes ; épithète burlesque qui avoit été donnée par l'aristocratie , au commencement de la Révolution , aux Sous-officiers de la Garde nationale , à cause de leur ardent amour pour la Liberté , & qu'on a conservée avec soin.

la tête de l'odieux tyran qui nous trahit; eh! certes, dans l'instant de crise où nous nous trouvons, il n'est pas de plus belle réponse à donner aux satellites de ce nouveau régent, de ce lieutenant-général du royaume, pros crits d'une Patrie dont ils ont déchiré les entrailles après en avoir sucé le meilleur sang, & à tous les sectaires du pouvoir dictatorial, que l'expression du vœu des administrateurs du district de Montfort.

« Que ce même échafaud sur lequel Louis Capet
 » a expié ses parjures, serve à l'ambitieux qui vou-
 » droit rassembler les débris du trône que nous avons
 » détruit; que pour l'exécution de ses projets liber-
 » ticide, il ne se fie pas sur un parti nombreux &
 » puissant en apparence; qu'il sache que César, qui
 » commandoit à l'univers, ne put commander à
 » Rome, & Rome est la France entière; & qu'un
 » million de Brutus, au surplus, lui ont juré le même
 » fort. »

On trouve le même sentiment & la même adhésion dans les adresses des directoires & conseils généraux des districts du Vigan, du Puy, d'Apt, de Coutances, de Montelimar, d'Argeles, d'Arbas, de Bourganef, de Loveze, de Morlaix, de Mortagne, de Meaux, de Saint-Flour, de Castel-Jaloux, & des juges du tribunal de ce District.

Dans les adresses des Communes de Rémangie, de Château-Poinfac, de Montreuil, de Vénus-Radon, d'Armi-sur-Aroux, de Cognac, de Lus.

Dans les adresses des Sociétés populaires de Nancy, d'Abbeville, de Berdez, d'Aurillac, de Fontenai, de Moyeaux, de Verdun, de l'Aigle, de Maillane, de Saint-Symphorien, de Quiteau, de Saint-Flour, de Lambale, de Boulat, de Castel-Jaloux, de Viens, de Nîmes, de Trois-Cantons, de Blamot, Mulbac.

5
& port de Rhode, de Caen, d'Arles, de Beaumont,
de Saint-Macaire, de Peyre Hourade.

Nous ne taisons pas sur cette tribune les dernières paroles de cette adresse, par laquelle ces braves républicains manifestent leur sentiment sur la liberté d'opinion, dont il est nécessaire que vous jouissiez, dont quelquefois des ennemis du bien public ont voulu vous faire un crime, après avoir énergiquement exprimé leur adhésion sur le jugement de Louis.

« Nous vous l'attestons, législateurs, dans la portion du peuple qui nous environne, personne n'est assez audacieux pour faire un crime à quelqu'un de son opinion particulière dans cette grande affaire ; vos opinions diverses ont été le résultat de l'impulsion de vos consciences & de vos lumières ; cela vous suffit, cela suffit au peuple auquel vous ne pouvez déplaire, en suivant ce guide assuré. »

Si la mort du tyran fut, pour ainsi dire, une fête nationale, celle de notre honorable collègue Lepelletier a été une source de deuil général : car telle est la puissance de la vertu sur le crime ; ce n'est point aussi dans cette enceinte seule que Lepelletier a été pleuré, ce n'est point au panthéon français seulement que son corps a été couvert d'une palme glorieuse : il étoit réservé au martyr de la liberté, de trouver les mêmes regrets, les mêmes honneurs, dans cette cité à jamais immortalisée par sa haine contre les tyrans, & son intrépide courage contre leur agression. Illustres citoyens de Lille, vous aussi avez partagé toute notre douleur, vous aussi avez ajouté une nouvelle fleur à sa couronne civique ; la patrie reconnoissante s'attendrit sur cette nouvelle preuve de votre amour pour elle. Les viles de

sociétés républicaines d'Acqs, de Laflay, de Peyrhou-
rade, d'Aurillac, de Verdun, de Beaumont, ont
donné le même exemple.

Il nous reste, citoyens-représentans, à vous rendre
compte des objets & des faits particuliers que
nous avons recueillis parmi toutes ces adresses, &
dont vos commettans desireront que vous vous occu-
piez.

C'est principalement vers l'organisation des lois,
de l'éducation nationale, que se réunit la masse de
l'opinion générale; hâtez-vous de seconder des vœux
si fortement prononcés; l'ignorance & l'anarchie
amènent le despotisme & la superstition. Hâtez-vous
de consolider toutes les parties de l'administration
politique, industrielle & agricole; c'est par ces ca-
naux que doit découler le bonheur public. La
seule commune de Bruyère sollicite avec instance
le rapport de la loi qui déclare l'argent-marchan-
dises: & telle est, ajoute-t-elle, notre confiance en vos
lumières & en votre sagesse, que quelle que soit votre
décision, elle est prête à s'y soumettre & à la faire
exécuter.

Une infinité d'autres demandes ont été renvoyées
à leurs comités compétens; mais nous croyons sa-
tisfaire vos desirs & le vœu des Français, en donnant
aux faits suivans la publicité qu'ils méritent.

La ville de Verdun a été le théâtre d'un mouve-
ment bien capable de faire oublier ses anciens torts
envers la patrie.

Ses jeunes enfans, âgés de moins de dix-huit ans,
désolés que la loi les exclue de marcher sous les dra-
peaux de la Patrie, vous adressent leurs plaintes, &
sollicitent le rapport de cette disposition de la Loi.
Comment, disent-ils, forts & constitués, nous ne
pourrons verser notre sang pour le maintien d'un

ouvrage dont nous devons jouir ? N'avons-nous pas juré, comme nos pères, l'exécution des lois ? On craint la foiblesse de nos forces ; mais l'on ne calcule pas l'énergie de nos cœurs ; mais l'on ne calcule pas que les habitans de Verdun ont à venger une plus grande injure, la profanation de leur territoire par les cohortes ennemies, & que le bruit des chaînes que nous avons entendu de si près, est pour nos ames un éveil continuel d'indignation & de rage.

Les gendarmes de la trente-troisième division, vous écrivent les administrateurs du département de Paris, veulent aussi aller venger, la lâcheté de ceux attachés à l'armée du Haut-Rhin : ils se dépitent qu'on ait pu concevoir un seul instant quelque doute sur la masse entière ; ils se laveront de cet indigne soupçon en revenant vainqueurs, ou en mourant courageusement à leur poste. — Ils ne sont plus nos frères, & la punition des coupables est votre devoir, législateurs, s'écrient ceux de la deuxième division. Envoyez-nous occuper leur place, c'est la seule faveur que nous vous demandons dans notre juste douleur. — Les soldats de la liberté marchandent-ils leurs services, ont dit ceux attachés à l'armée des Alpes, en parlant des mêmes déserteurs ? « Non, non, c'est une infamie. » Pour nous, législateurs, nous avons fait un serment ; ce sera en l'exécutant religieusement, que nous prouverons à ces lâches notre indignation, & à la patrie notre fidélité. Nous protestons que nous ne quitterons les armes que lorsque les tyrans seront exterminés. — A côté de ces traits d'héroïsme & de dévouement qui honorent à-la-fois & la république & ses dignes enfans, nous placerons cet acte non moins beau de vertu & de reconnoissance militaire. — Félix Wimpfen, commandant à Thionville lors du bombardement, a été calomnié à votre barre par des hommes



avilis ou veudus à nos ennemis. Vous en avez fait justice. Mais voici comme les soldats, officiers & sous-officiers du cent-troisième régiment, les officiers, sous-officiers & dragons du second escadron du treizième régiment, le premier bataillon des Ardennes, qui combattoient sous ses ordres dans ses remparts, défendoient ce brave officier.

« Législateurs, vous mépriserez bientôt les viles calomnies qu'on ne cesse de répandre contre Félix Wimpfen, si, comme nous, vous aviez été les témoins de sa valeur; si, comme nous, confiant en son patriotisme en sa prudence, en son génie, vous eussiez, même au milieu du bombardement de Thionville, joui des douceurs de la paix & de la sécurité. Rendez la confiance à ce héros, qui auroit pu mille fois trahir la république, si son cœur étoit capable d'un crime. Nous soldats, qui avons combattu sous lui, nous n'avons qu'un seul vœu, c'est celui de marcher encore sous ses ordres, pour écraser les despotes couronnés.»

Telle est, citoyens, l'exacte analyse des adresses multipliées qui nous sont parvenues cette semaine. Vous voyez combien l'esprit public fait de progrès : dans la marche rapide, il embrasse à-la fois tous les âges, tous les états, tous les lieux. Continuez à seconder son impétueuse saillie.

Citoyens, en terminant ce rapport, nous vous devons également compte des alarmes, des inquiétudes que nos divisions apparentes ont fait naître dans plusieurs points de notre territoire, & dont les ennemis du bien public ont tiré tant d'avantage. Ces scélérats ont su faire penser à quelques-uns de nos commettans, qu'il existoit dans ce sanctuaire deux partis. Deux partis ! lorsque tous nous voulons la liberté, l'égalité, la souveraineté du peuple, la sûreté des personnes & des propriétés, l'unité, l'indivisibilité de la

9
république. Si quelquefois nos pensées ont été différemment exprimées, si quelquefois nos débats ont été plus tumultueux, le but que nous voulions atteindre étoit toujours le même. — Il est vrai, & nous ne devons point nous le dissimuler, que *par je ne sais quel génie malfaisant*, une défiance exaspérée a produit souvent des agitations nuisibles à l'activité de nos opérations; mais aujourd'hui que toutes nos ames sont à découvert, aujourd'hui qu'il est constant pour tout être raisonnable que cet enceinte ne renferme plus qu'une même famille de frères, que l'expérience a prouvé que lorsqu'il s'agissoit d'un principe, d'un objet d'intérêt général, nous étions toujours tous d'accord: François, ces craintes, ces inquiétudes, doivent être entièrement dissipées; elles seroient injurieuses, & pour vous, & pour vos Représentans, qui sont tous résolus à périr, plutôt que de consentir rien d'attentatoire aux droits sacrés de la patrie; & c'est en exécutant fidèlement cette généreuse résolution, que nous détromperons l'erreur qui a fait dire à la Société républicaine de Maillane, qui, sans doute, a ignoré ce que nous avons fait pour l'intérêt général ce que nous faisons unanimement tous les jours. « Sans doute, nous aurions reçu le Code après lequel nous soupirons, si vous eussiez abandonné cet esprit qui vous divise, & qui scandalise l'univers entier. Ne mettez plus vos Représentés dans le cas de rougir du choix qu'ils ont fait de vos personnes. Ayant le droit de vous rappeler comme de Mandataires infidèles, ils substitueront à vos places des Citoyens plus dignes de leur confiance, & qui sauveront la Patrie, qui est en danger, plus que jamais, par vos dissensions intestines.

Ce qui a fait dire aux amis de la liberté & de l'égalité de Peyre-Hourade:

« Le langage austère de la vérité ne vous déplaira pas, sans doute, puisque vous n'êtes, ni tyrans, ni despotes, puisque nous savons que vous êtes les premiers à gémir sur les scènes scandaleuses dont la Convention est quelquefois le théâtre, & qui pourroient perdre la République. »

Représentans du peuple, vous connoissez maintenant les vœux, les desirs, la volonté; vous connoissez le degré de confiance qui vous environne. C'est autour de vous que la France est maintenant serrée; c'est à votre voix qu'elle se meut; c'est par votre impulsion qu'elle s'est encore levée toute entière.

Cessez, vils calomniateurs, vos perfides insinuations, & rentrez dans les repaires des despotes conjurés; ensevelissez votre honte & votre désespoir; l'ange tutélaire de la liberté plane sur nos têtes; nous sommes animés de son esprit, nous sauverons la patrie.

Voici maintenant le tableau des dons patriotiques faits à la Convention Nationale depuis & compris le 13 mars jusques au 21 inclusivement, ou qui se trouvent énoncés dans les diverses adresses dont je viens de vous rendre compte.

Je demande la mention honorable de ces adresses & des dons patriotiques. *Décrété.*

ÉTAT DES OFFRANDES A LA PATRIE

Énoncées dans les diverses Adresses rapportées aujourd'hui.

Don de cinquante paires de souliers, par les administrateurs de Coutances.

Don de cinquante - quatre paires de souliers, & dix-sept culotes uniformes, par la commune de

Don, par les administrateurs du conseil du district des Sables, de l'écu que leur accorde la République pour indemnité, pour leurs frères du département de la Vendée.

Soumission de payer 2,400 liv. par année, pendant toute la durée de la guerre, par les administrateurs de la Vienne.

Souscription pécuniaire, dont le produit est destiné à l'achat des fournitures militaires, par la société populaires de la ville de Mirecourt, & les communes du district réunies.

Dépôt entre les mains des représentans de la commune de Cambrai, par les élèves du cours des élémens de l'art social du collège de Cambrai, de tout le numéraire dont ils sont possesseurs.

Don de cent douze paires de souliers, cent quatre-vingt-une chemises, trente-deux paires de bas & vingt-deux mouchoirs, par les membres composant la société républicaine de Gensac, district de Libourne.

Dons reçus & annoncés par le citoyen Guillard, lieutenant-colonel du second bataillon de l'Ain, savoir : 870 liv. des amis de la liberté & de l'égalité

de la ville de Belley, 124 liv. de la municipalité de Coutrevay, 300 liv. de celle de Lallitieux, & 70 liv. de celle de Luirieu & Béon.

Collecte d'un produit de trois cents vingt-trois paires de fouliers, soixante-quinze paires de bas, vingt-six chemises & guêtres, pantalons, habits, vestes & culotes, faite par la société populaire de Limoges.

Don de la somme de 800 liv. recueillies dans la commune de Campagne-les-Herdin, district de Montreuil-sur-Mer, par le maire & officiers municipaux de ladite commune.

Don de la valeur de 500 liv. de bois, par le citoyen Marchand, marchand de bois, au Bois de la Haye-Pesnel.

Soumission de payer 150 liv. tous les trois mois, par le citoyen Fournier, à Cognac.

Dons de la quantité de soixante-dix paires de fouliers, soixante-dix paires de bas, trois chapeaux & une paire de guêtres, par la commune de Torigny, district de Saint-Lo, annoncés par le maire & officiers municipaux de ladite commune.

Abandon d'une gratification de 195 liv., par le citoyen Cavret, capitaine au huitième régiment de dragons, à Neuf-Brisack.

Don de cinquante arçons de selle à la hongroise, par le citoyen Gerin, présentement procureur-syndic du district de Boulay.

Don de la somme de 10 liv. pour être employée à fournir une paire de fouliers au premier bataillon de volontaires du département de la Haute-Marne.

Don de deux capotes & trois paires de souliers, par les administrateurs du directoire du district de Blois.

Don de trois paires de souliers & une capote, par la commune de Marolles.

Don de deux paires de souliers, par la commune de Cour-sur-Loire.

Don de la somme de 110 liv. 16 s. 6 d. pour fabrication de souliers, présenté par la commune de Veuves.

Don de vingt-six paires de bas, vingt paires de souliers, par la société littéraire de la commune de Blois.

Don de six paires de souliers, par les citoyens commis du district de Blois.

Don de neuf paires de souliers, par la commune de Mont.

Don de quatorze paires de souliers, par la Commune de Villebaron.

Don de onze paires de souliers, par le citoyen Tassen, ci-devant administrateur du district.

DONS PATRIOTIQUES

Faits à la Convention Nationale, depuis et compris le 13 Mars 1793, jusqu'au 21 inclusivement.

Pour le soulagement des Veuves du 10 Août.

La citoyenne veuve Simon & sa fille,
de Nancy, en assignats, 50 l.

Pour le soulagement des habitans de Lille & de Thionville.

La commune de Grigny, 136 l.
 Le citoyen Gaudrian, de Rochefort,
 une décoration militaire.

Pour les frais de la guerre.

La citoyenne Dumoulin, 50
 Le citoyen Sourignère, 20
 La seconde division de gendarmerie
 à Thionville, compagnie de Gachet, . . . 214
 Les employés au timbre des assignats, . . 2555 5 s.
 Les employés à l'administration muni-
 cipale des domaines nationaux, 200
 Le citoyen Allain, en or, 24
 Jean - Pierre Vallon, argent, 3
 La compagnie des vétérans com-
 mandés par le citoyen Allain, 85
 Le premier bataillon du départe-
 ment du Doubs, 1400
 Un citoyen de Fontainebleau, 150
 Le citoyen Rivrot, 50
 Le citoyen d'Hodieu, 50
 Le citoyen Calvet, 50
 Les receveurs du droit d'enregis-
 trement, 450
 Le sixième bataillon d'infanterie lé-
 gère sous les ordres du maréchal-de-
 camp Vieilleux, 1103 15 s.
 Les employés à la fabrication des
 assignats, 340
 Le premier bataillon du Doubs, 275
 Les membres du directoire du dé-
 partement de l'Yonne, 525

	15	
Louis Lalouette,		100
Philippe Gaucher,		100
La commune d'Auch, en argent, .		27
Les canoniers de Lagny,		100
Les citoyens composant la division du général Munnier,		3038
Les volontaires du premier bataillon de l'Arriège,		1300
Le citoyen Chaptinel,		
En argent,	12 l.	32
En assignats,	20	
Edme-Jean Javon,		6
Le second bataillon du Bas Rhin, 1405 liv. en assignats, & 60 liv. en argent; en tout,		1465
Les citoyens Bresson & Roux, . . .		600
Le citoyen Baratier,		50
Les imprimeurs en lettres, employés aux assignats,		983
Les citoyens Fouillet, Charlet, Laurent, Lange, Poirot, Chassignet, Thiry, Grenet, Chaumereau, Elie Nau, Edme Nau, Colas, Dingue, Carbot, Billot, Rigaud, Premier & Angrey, chacun une décoration militaire, en tout dix-huit, estimés 32 liv. l'une		576

15,922 l.

Le citoyen Rivrot, une paire de boucle d'argent.
 Le citoyen Thiry, une poignée d'épée en d'argent.
 La commune d'Aauch, vingt marcs six onces cinq
 gros d'argent.
 La commune de Lagny, une cravatte de flamme
 à franges d'or.

Soumission.

Le citoyen Laisné, juge de paix d'Arpajon, se
soumet de payer 150 liv. par an.

RÉCAPITULATION.

Pour les victimes du 10 Août . . .	501.
Pour les Lillois	136
Pour la Guerre	15,922
Total . . .	<u>16,1081.</u>

Non compris l'argenterie.

Certifié conforme aux bordereaux vérifiés & signés
par les citoyens députés, secrétaires. A Paris, le
21 mars 1793, l'an second de la République
française.

DUCROISI, Receveur des dons patriotiques.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE

249.
CONVENTION NATIONALE.

A D R E S S E

D U DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

A LA CONVENTION NATIONALE,

Imprimée par ordre de la Convention nationale, et
envoyée aux 84 Départemens.

42.614

REV. 1011

RÉPRÉSENTANS DU PEUPLE FRANÇAIS,

Mettre en question si Louis le dernier doit être
jugé, est un crime de lèse-nation; oser soutenir qu'il
ne peut l'être, c'est être traître à sa Patrie.

Enfin, d'après votre décision, vous allez juger ce
grand coupable, déjà condamné par le peuple, dont
vous devez être le fidèle organe. Vous avez été nommés
pour punir le despote; avant de quitter vos foyers,
vous avez juré de remplir vos engagements; si la
tête du criminel Capet ne tombe, de suite, sous le
glaive de la loi, si vous donniez du temps aux rois

37

B

27 Dec 1792

27

coalisés, et sur-tout au cabinet de Saint-James que l'on fait mouvoir pour que la vie du monstre soit le gage de sa neutralité, vous vous rendriez tous parjures, et vous seriez comptables au peuple des maux que vous lui prépareriez.

Si des orateurs de mauvaise foi vouloient introduire l'ostracisme, c'est contre eux que vous devriez le prononcer.

Armez nos vaisseaux pour la campagne prochaine; punissez les ministres qui laissent nos braves frères d'armes au dépourvu sur les frontières; punissez tous les chefs de parti, quels qu'ils puissent être. Si ces factions criminelles s'étoient malheureusement étendues jusques dans le sanctuaire des lois, et que, sous le masque trop souvent trompeur du patriotisme, quelqu'une voulût régner; d'après le serment que nous avons fait, nous résisterions à l'oppression, et nous nous opposerions à tout acte arbitraire.

Le magistrat n'a, dans ces circonstances orageuses, que deux choses à attendre et à désirer: la liberté toute entière, consolidée par l'unité et l'indivisibilité de la République, ou la mort.

Suivent les signatures.

A Marseille, le 27 décembre 1792, l'an premier de la République française.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

